L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

2 F

Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

6e ANNEE
JEUDI 21 FÉVRIER 1974
N° 218

SOUTIEN ACTIF A LA LUTTE DU PEUPLE MARTINIQUAIS CONTRE LE COLONIALISME FRANCAIS

Deux ouvriers agricoles martiniquais sont morts, assassinés par les troupes du colonialisme français.

Aux revendications des travailleurs de la Martinique les colonialistes ont répondu en lâchant leurs gendarmes, leurs légionnaires, en faisant couler le sang.

Par la terreur ils ont voulu briser les luttes du peuple martiniquais qui se dresse contre la misère, l'exploitation la plus odieuse. Tout comme hier en Algérie. Le colonialisme reste identique à lui-même, recourant aux assassinats pour maintenir le pillage des nations qu'il opprime.

A ceux qui ont la mémoire courte ou qui se bercent d'illusions les assassinats de ces jours derniers rappelleront que la bourgeoisie française est couverte de sang. Comme toutes les bourgeoisies du monde elle n'hésite pas à recourir au meurtre pour défendre ses intérêts.

Le peuple de France ne doit jamais oublier qu'aujourd'hui encore « sa » bourgeoisie opprime des peuples, qu'elle exploite les richesses de nations qu'elle veut maintenir sous la loi du colonialisme. C'est un **devoir** des marxistes-léninistes, des travailleurs de France, que de combattre cette oppression, de soutenir la lutte de ces peuples. Laisser faire serait être complice.

L'ennemi de ces peuples est aussi l'ennemi du peuple de France : la bourgeoisie française. Ceux qui assassinent en Martinique sont les mêmes que ceux qui exploitent quotidiennement les travailleurs français.

Par ses luttes, le peuple de la Martinique soutient concrètement les luttes des travailleurs de France, contribue à affaiblir l'impérialisme français.

La bourgeoisie craint par-dessus tout que les efforts des peuples qu'elle opprime et du peuple de France s'unissent, elle a peur de la solidarité internationaliste. Pour tenter d'éviter cela, elle organise une conjuration du silence ; elle fait tout pour que les luttes des peuples opprimés de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion, de Guyane, restent inconnues des travailleurs de France. Qui savait que depuis plusieurs semaines de grandes grèves se développaient à la Martinique ?

C'est pourquoi il faut briser ce mur de silence, il faut faire connaitre les luttes du peuple de la Martinique, dénoncer les crimes que la bourgeoisie colonialiste française y commet.

Elle a l'affront d'affirmer que ces nations sont des « territoires français » qu'elle qualifie pour l'occasion de « Départements et Territoires d'Outre-Mer ». Comme hier en Algérie où elle parlait d'« Algérie française », elle parle de « Martinique française », de « Guadeloupe française ».

A qui fera-t-elle croire que ces pays situés à des milliers de kilomètres sont partie intégrante de la France ? Comme hier l'Algérie, ces pays ont été conquis par le feu et le sang, par l'invasion, et jamais leurs peuples fiers n'ont cessé de s'opposer à la colonisation.

Il ne suffit pas de soutenir ces peuples dans leurs luttes revendicatives quotidiennes, il faut aussi les soutenir dans leur lutte pour **l'indépendance.** L'indépendance totale est la seule voie qui leur permettra de recouvrer leurs richesses, de mettre fin au pillage. C'est dès aujourd'hui qu'il faut être à leurs côtés dans ce combat.

Comme hier le peuple algérien, inévitablement, les peuples aujourd'hui colonisés retrouveront l'indépendance, chasseront les colonialistes français. A nous de tout faire pour contribuer par notre soutien à ce que ce grand jour soit le plus proche possible.

Il est de notre devoir de dénoncer, de combattre tous ceux qui cherchent à perpétuer le colonialisme. Aussi bien ceux qui sont aujourd'hui au pouvoir que ceux qui se réclament du « Programme commun », un programme où l'on cherche à rééditer ce qui fut tenté en Algérie ; un programme d'où le droit à l'indépendance est exclu. Un Mitterrand qui fut un des fervents de la terreur colonialiste en Algérie reste égal à lui-même.

Les marxistes-léninistes ne ménageront pas leurs efforts pour soutenir les peuples en lutte contre le colonialisme français.

Que partout ils impulsent la solidarité avec le peuple de la Martinique en lutte, en particulier dans les entreprises qu'ils organisent le soutien sous toutes ses formes !

PEUPLE HEROIQUE DE LA MARTINIQUE, L'AVANT-GARDE MARXISTE-LENINISTE DU PROLETARIAT DE FRANCE TE SALUE !

A BAS LE COLONIALISME, ET LE SOCIAL-CHAUVINISME DES REVISIONNISTES MODERNES !

" LACOMBE LUCIEN " de Malle Louis un film pétainiste

Après avoir porté à l'écran l'œuvre du fasciste Drieu La Rochelle « Feux follets », après avoir gagné une réputation d' « anarchiste de droite » (ô euphémisme !) par son adaptation du « Voleur » de Darien, Malle Louis vient de recevoir la quasi-unanimité de la critique cinématographique, sa consécration de grand réalisateur objectif et angoissé pour son film « Lacombe Lucien ».

Voyons en quoi consiste le soi-disant plus grand film français depuis la guerre.

Le scénario

Lucien Lacombe, fils d'un couple d'ouvriers agricoles du sud-ouest de la France, a 16 ans en juin 1944. Papa est prisonnier en Allemagne et maman couche avec le patron. Ce dernier en profite pour loger dans la maison des Lacombe une autre famille d'employés. Voilà Lucien garçon de salle à l'hospice de la ville voisine, sans gîte ni famille. Dans la journée il passe la serpillère et vide les pots de chambre alors qu'il n'aime que le grand air et la chasse. Il profite d'un dimanche au village pour demander à l'instituteur, responsable local de la résistance, de l'admettre au maquis. Mais on le trouve trop jeune et indiscipliné. Le voilà qui repart pour l'hospice, un pneu de son vélo crève et il arrive en ville après le couvre-feu, ce qui lui vaut d'être arrêté devant les grilles de l'hôtel réquisitionné pour l'usage des supplétifs français de la Gestapo. Ces derniers le saoûlent, il dénonce l'instituteur qui est aussitôt arrêté et torturé. Voilà désormais Lucien membre de la Gestapo.

On lui offre un pistolet et on l'emmène se faire faire un costume chez un grand couturier parisien qui se cache en ville afin d'échapper à la déportation que lui vaut sa qualité de juif. Comme il a beaucoup d'argent, un gestapiste français lui accorde « sa protection » fort coûteuse en lui faisant miroiter la possibilité d'un départ en Espagne. Lucien tombe amoureux de la fille du couturier, il l'emmène à un bal de la Gestapo française, elle couche avec lui dans la salle de torture ; mais il devra rompre plus tard, sa liaison devenant orageuse et compromettante après l'arrestation du père de la jeune fille.

Il la revoit le jour où, en compagnie d'un collègue allemand S.S., il vient l'arrêter. La « récupération » d'une montre en or dans les affaires de la jeune fille est l'objet d'une dispute entre le S.S. et Lucien, qui se trouve dans l'obligation d'abattre le S.S. Le voilà possesseur de la montre en or mais obligé de cesser sa collaboration avec la police allemande. Comme par ailleurs il est activement recherché par la résistance qui lui envoie de petits cercueils, il ne lui reste plus qu'à aller filer le parfait amour avec sa « protégée » dans une ferme abandonnée. Cette bucolique aventure de Paul et Virginie d'un type nouveau sera malencontreusement interrompue par l'exécution de Lacombe Lucien le 12 octobre 1944 par la résistance.

Un tableau insultant du peuple de France

Voyons plus en détail le tableau de l'occupation qu'on nous offre sous cet édifiant scénario.

1) *La classe ouvrière :*

Elle n'existe pas. Pas la moindre trace de son action pendant la guerre durant tout le film.

2) *Les paysans :*

a) Le patron fermier : les affaires sont les affaires, il remplace un ouvrier prisonnier de guerre par un autre, s'approprie sa femme et se lamente sur le compte de son « imbécile de fils qui est patriote, figurez-vous ! » et qui est au maquis au lieu de travailler au pécul familial, « le fainéant » !

b) L'ouvrière agricole : c'est une putain sans scrupule qui couche avec le patron pendant que son mari moisit en Stalag et touche sans vergogne les gros mandats, fruit des pillages auxquels se livre son fils, le gestapiste.

Voilà grosso-modo tout le peuple présent dans le film. Encore n'occupe-t-il que 15 % environ des scènes. Tous les autres personnages, résistants, juifs, collabos seront présentés, à l'exception de Lucien — le « pauvre type » — jouet des circonstances, comme relevant d'un monde marginal, associal, n'ayant rien de commun avec la « France réelle » (chère à Mauras).

1) *La résistance :*

a) L'instituteur : franc-maçon notoire, implicitement laïc, à l'époque où le brave maréchal remettait les curés en selle dans l'enseignement, il est présenté comme méprisant ses élèves, « jeunes crétins de paysans tout juste bons à garder les moutons ».

b) Le médecin : un grand bourgeois citadin qui prend le vert avec sa famille dans sa luxueuse maison de campagne (sous entendu pendant que le peuple souffre) et soigne des maquisards blessés.

2) *Les juifs :*

Un grand couturier parisien du meilleur monde et sa fille pianiste émérite, élève du conservatoire.

3) *Les collabos :*

Un fils de famille noble, un truand, un fanatique nazi, une starlette, un flic révoqué et un noir (il n'y en n'a pas que pour les juifs), plus Lucien - malheureux - jouet - des - circonstances.

Comme on le voit, tout ça (la résistance, la collaboration) c'est tout métèques, voyous, profiteurs... Du choix des personnages et de la situation créée par le scénario découle la conception suivante de la période de la lutte antihitlérienne en France : la « majorité silencieuse » du sage peuple français était patriotiquement groupée sous la sage direction du maréchal Pétain (la preuve qu'il était antinazi, c'est que les collabos s'entraînent au tir sur son portrait). La « majorité silencieuse » était en bute aux persécutions que lui faisaient subir la Gestapo française, la résistance, les juifs et les francs-maçons. Exemple : le gestapiste Lucien Lacombe utilise son coupe-file pour faire passer avant tout le monde la jeune juive qui faisait la queue devant un magasin d'alimentation ; plus tard, il humilie le propriétaire pétainiste du logement où se cachent les juifs, et ce en leur présence.

Autrement dit, tous ces gens-là se battent entre eux mais s'entendent bien pour embêter le brave monde. Le combat à mort de la résistance contre le fascisme est réduit à un mondain jeu de salon entre « gens du grand monde » (exemple : la scène où le fils-de-famille-gestapiste vient arrêter le grand-médecin-résistant). Les persécutions, l'extermination massive dont furent victimes les juifs, leur participation à une résistance armée et à la libération du territoire national son ignorées au profit d'un conflit abérrant, sans doute jugé finement psychologique par la critique néo-freudienne, entre un homme de la « haute » (le couturier juif) disposant de la culture et une brute épaisse (Lucien Lacombe) disposant du pouvoir de vie ou de mort.

Cette thèse de la complicité des bourreaux et des victimes, des envahisseurs et des patriotes, n'est qu'un nouvel avatar de la vieille thèse du complot judéo-bolchevique contre les bons Français.

Monsieur Pompidou peut être content, lui qui se plaignait de la persistance de « la mythologie » et du souvenir de « ces temps où les Français ne s'aimaient pas ». Cette fois, grâce à Malle Louis, l'affaire a été tirée au clair, et l'on comprend enfin : la France, après avoir été trahie par les politicards, les communistes, les juifs, etc., a été le champ des règlements de comptes entre fractions d'un demi-monde, étrangères au peuple. Fort heureusement, le maréchal Pétain a su préserver la « majorité » des excès des extrémistes de gauche (la résistance) et de droite (les collabos).

Merci Malle Louis, personne n'avait encore osé aller aussi loin dans le mensonge et le mépris. Non contente d'avoir fait le silence sur la résistance , une certaine bourgeoisie française se donne maintenant le luxe de justifier sa passivité et sa collaboration, de cracher sur les héros de la résistance et sur les victimes du nazisme. M. Malle Louis se révèle à l'avant-garde d'une intelligentsia corrompue que l'on utilisera contre la classe ouvrière et le peuple travailleur si ceux-ci, avec l'aide des intellectuels progressistes, ne réagissent pas avant. La bête n'est pas morte. A quand un film sur « les fous du Vercors » ou sur « le terroriste Fabien », à quand « les nuits sanglantes de Manouchian », ou encore un remake du « juif süss » règlant une bonne fois pour toutes son compte à l' « immigration sauvage ».

M. Malle Louis a du pain sur la planche.

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30 ..	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30 ..	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

« PROLÉTARIAT » n° 4 est en vente

La parution très retardée du numéro 4 est due à plusieurs difficultés techniques de notre imprimerie. Celles-ci étant maintenant réglées « Prolétariat » n° 5 paraîtra normalement début avril.

RATEAU :

Non aux licenciements ! Non au démantèlement !

Rateau (Alsthom-C.G.E.) : usine de la métallurgie (construction électromécanique), filiale d'Alsthom depuis 1970. Produit des équipements de centrales nucléaires, thermiques, etc.

Rateau a une usine à la Courneuve (1 830 salariés) et une autre en Belgique (150 salariés). La direction veut licencier 400 travailleurs et, à terme, c'est l'activité de l'usine qui est visée.

A la Courneuve, aux élections professionnelles, la C.G.T. recueille 75 % des voix et la C.F.D.T. 25 %. La C.G.T. annonce 5 à 600 cartes et la C.F.D.T. 70.

Le parti révisionniste déclare avoir huit cellules et montre Rateau comme un exemple d'implantation.

Les positions de la C.G.T.

Ce sont celles imposées par l'appareil révisionniste (une poignée d'éléments dirigeants).

Le 27 décembre 1973, elle écrivait dans un tract : « Tous les travailleurs ont repris à Péchiney Noguères, Romans, Larousse, dernièrement Lebouy maintient l'emploi de 800 ouvriers de Troyes. *Lip devrait être de ceux-là, sans les agissements négatifs des éléments gauchistes. La C.F.D.T. Lip et le Comité d'action, en refusant les réalités, ont transformé ce qui était une grande victoire en un échec.* » En fait la copie conforme des déclarations anti-ouvrières de Krasuki et autres dirigeants révisionnistes, qui par une vaste campagne de calomnies, essaient de minimiser et déformer la lutte exemplaire des Lip. Campagne qui va à l'encontre des intérêts et de la volonté même de la classe ouvrière qui veut rebâtir son unité.

LA C.F.D.T.

Elle est favorable à des actions de lutte de classe, prend position en faveur de la lutte des Lip.

Elle est pour la constitution d'un comité de grève et d'un comité d'action.

Non au démantèlement

En 1972, le plan de démantèlement de la direction était déjà à l'œuvre : fermeture d'un atelier de fonderie.

Les responsables C.G.T. sabotèrent littéralement les tentatives de grève, allant jusqu'à empêcher les militants de la C.F.D.T. de pénétrer à l'intérieur de l'atelier de peur d'une grève. Ils voulurent limiter l'action à quelques débrayages.

En attendant le coup que la direction devait faire aux travailleurs le 17 décembre 1973, plusieurs faits se produisirent à l'intérieur de l'usine, prouvant ainsi ses intentions :

— 15 000 heures de production envoyées à la sous-traitance ;

— Non renouvellement des stocks de matériel de série ;

— Départ de l'entreprise de matériel inachevé ou non contrôlé ;

— Mutation d'un certain nombre de travailleurs dont une équipe entière de jeunes tourneurs ;

— Décision de faire exécuter les pièces de rechange en sous-traitance ;

— Arrêt de l'habillage des turbines ;

— Fabrication du matériel hydraulique transférée ;

— Annonce de 95 licenciements dont il ne reste aujourd'hui qu'une cinquantaine.

Les actions proposées se bornent à des grévettes inefficaces.

Non aux licenciements

Enfin, le 17 décembre 1973, la direction annonce clairement ses intentions : 400 licenciements. Que proposent les responsables C.G.T. ? D'abord attendre (quoi ?). Elle appelle au calme et réconise de ne pas se lancer dans des actions dures qu'elle qualifie « d'irresponsables et dangereuses ». Car, disent-ils, « la colère est mauvaise conseillère ». Quelques manifestations, des assemblées générales d'atelier, des pétitions au préfet, des mini-débrayages sont organisés. Les dirigeants révisionnistes font beaucoup de bruit autour des agitations de couloirs, des parlottes ministérielles, des déclarations de députés et maires révisionnistes qui, dans des discours démagogiques, laissent couler quelques larmes de crocodiles. Les travailleurs en ont marre de ces actions inefficaces.

Le jeudi 7 février, lors d'une A.G., après une heure de discussion, le mot d'ordre de « grève illimitée avec occupation de l'usine » est lancé par les deux syndicats.

Cette fois, les révisionnistes utilisent leur nouvelle tactique. Ils ne prennent pas le train en marche, ils le devancent. La volonté de lutte des travailleurs est grande. Le vote pour la grève confirme la volonté de lutte classe contre classe :

1 243 votant : 867 pour ; 342 contre ; 34 abstentions.

Par ailleurs, la direction veut poursuivre 41 militants syndicaux en justice, et envoie à tout le personnel une lettre de menace disant, entre autre, que c'est une lourde responsabilité qu'ont pris ceux qui ont voté pour la grève !

Dimanche 10, au cours d'une réunion sous l'égide du directeur départemental de la main d'œuvre, les représentants de la direction et des syndicats, les patrons ont confirmé leur décision de 400 licenciement !...

Les principales revendications des travailleurs de Rateau sont :

— Aucun licenciement !

— Non au démantèlement !

— A travail égal, salaire égal !

— 40 heures tout de suite sans diminution de salaire !

— La retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes !

Organisation de la grève

L'occupation de l'usine est organisée et contrôlée par les responsables révisionnistes qui veulent à tout prix que les ouvriers de Rateau ne suivent pas l'exemple de Lip.

Dans l'*Huma* blanche du 9 février, il est rapporté que la révisionniste Breteau souligne « le caractère démocratique de leur mouvement » et apelle les travailleurs de la métallurgie à s'inspirer de leur exemple !

Voyons les faits : les grévistes sont tenus à l'écart de la lutte. Ils ne participent pas aux négociations, réservées à quelques «spécialistes» du tapis vert. Les révisionnistes maintiennent au maximum le cloisonnement par atelier : les A.G. sont par atelier, et ce sont seulement quelques « responsables » qui s'octroient le droit à la parole. En somme « faites-nous confiance, on s'occupe de vous » !

En refusant de faire un comité de grève et un comité d'action, les révisionnistes veulent empêcher le regroupement, à la base, des syndiqués C.G.T.-C.F.D.T. et non syndiqués. Ils s'opposent à l'unité prolétarienne.

Quant aux deux journées de solidarité des 13 et 14 février, dans les filiales Alsthom, on peut noter qu'à la Savoisienne (Saint-Ouen) les dirigeants C.G.T. ont refusé de faire la collecte unitaire avec la C.F.D.T. De plus, ils ne l'ont même pas faite dans toute l'usine. La solidarité avec les travailleurs de Rateau doit être la plus large possible pour faire céder le puissant trust C.G.E.

Organisons la lutte dans les usines de TOUT le trust, pas seulement à Alsthom.

Joint-Français, C.I.T., Câbles de Lyon, Alsthom... même patron, même combat !

Dénonçons le contenu politique bourgeois que les dirigeants révisionniste veulent donner à la lutte des travailleurs de Rateau.

A bas la collaboration de classe !

Vive la lutte classe contre classe !

A bas le révisionnisme !

A bas le capitalisme !

Démasquons la nouvelle tactique révisionniste

Voyons d'abord quelle est l'origine de cette « nouvelle tactique » des révisionnistes en ce qui concerne les formes de lutte.

L'échec aux élections législatives a amené des désillusions, l'amertume, le scepticisme, le désarroi chez la masse des militants et sympathisants du P.« C. »F. Que faire maintenant, se demandaient-ils ! Toutes les énergies avaient été portées sur l'échéance du 11 mars : gagner les élections !

Marchais déclara qu'il fallait poursuivre l'objectif de parvenir au gouvernement : 1) en séduisant plus la bourgeoisie : « Il y a des ingénieurs, auxquels la réaction a présenté le Programme commun comme un programme grossièrement égalitaire.» 2) En mettant en œuvre une nouvelle tactique. Celle-ci étant destinée à conserver le contrôle politique des masses, en utilisant les mouvements populaires comme masse de manœuvre et en les orientant vers leur mauvaise cause révisionniste. C'est-à-dire prendre le pouvoir pour un changement de politique **bourgeoise.**

C'est ainsi qu'ils cherchèrent à s'intégrer dans le mouvement lycéen... mais en vain ! A Renault ils voulurent diriger la grève des O.S. et prirent une claque magistrale en se faisant désavouer par les travailleurs immigrés en lutte contre la circulaire fasciste Fontanet-Marcellin.

L'année 1973 allait réserver d'autres revers aux dirigeants révisionnistes : au mois de septembre, le coup d'Etat fasciste au Chili fait la démonstration tragique de l'absurdité d'un prétendu « passage pacifique au socialisme », et également de la prétendue « détente ».

En octobre la reprise du conflit au Moyen-Orient, résultant de l'état de tension entretenu par les deux superpuissances (U.R.S.S.-U.S.A.), confirme que les paroles sur la « détente » ne sont que des balivernes destinées à tromper le peuple.

A la même époque, au Palais des Sports, le révisionniste Séguy déclare « ... sur le front syndical où nous combattons, nous devons être pourtant, à l'initiative de l'action, à la tête des luttes des travailleurs. » Puis à propos de Lip : « ... Qu'on nous donne les usines et le pouvoir et nous ferons une bonne économie ! »

La lutte exemplaire des Lip, les amène à se démasquer devant un nombre de plus en plus grand de travailleurs. Ainsi cette accumulation d'échecs importants a amené une crise profonde au sein du parti révisionniste, et conduit ses dirigeants à élaborer puis lancer officiellement les « nouvelles formes de luttes du P.C.F. ».

Le ton est donné par Roland Leroy, dans le rapport du Comité central des 3 et 4 décembre qui déclare : ... « Les luttes revêtent aujourd'hui des formes nouvelles, parfois inattendues, parfois inventées au cours même de leur déroulement. »

Il insiste auprès des militants « ... sur la nécessité de faire preuve d'audace, d'esprit d'initiative » et les appelle à ne pas renoncer à certaines actions illégales, même lorsqu'elles ne sont pas massives (telle l'occupation de l'ambassade du Chili).

C'est-à-dire que pour tromper la classe ouvrière et les larges masses populaires, ils mettent un nouvel emballage : ils appellent à faire ce qu'ils condamnaient la veille. Rappelons ce que déclarait Séguy le 18 mai 1971 : « Nous sommes étrangers au culte de la violence et du désordre (...), nous sommes prêts à rechercher les solutions par la voie normale et constructive de la négociation. »

Maintenant ils se donnent des apparences dures, s'emparent des justes mots d'ordre de la classe ouvrière, ressentis par la base, et les vident de leur contenu de classe prolétarien en y mettant le contenu bourgeois du révisionnisme même en ne respectant pas nécessairement la légalité bourgeoise telles que les grèves avec occupation.

A Rateau, par exemple, ils ont appelé à occuper l'usine, alors qu'ils avaient refusé en 1972 lors des premiers licenciements. Ils ont pris « l'affaire en main », ils contrôlent tout, lui donnent une dimension nationale. Quant à leur popularisation elle est pour le moins « intéressée ». L'opération dite « vérité » du mardi 12, était réservée aux « zélus », Duclos en tête ! Et les masses dans tout cela ? Elles n'ont pas le droit d'entrer... de peur des provocations ! Ainsi Rateau est placé dans un globe de verre ! Pas touche ! Ça leur appartient !

En réalité ce que voudraient les révisionnistes, c'est un « mai 68 à froid », où ils contrôleraient tout car ils ne peuvent ni encourager, ni soutenir un mouvement révolutionnaire des masses.

Même s'ils mettent un emballage nouveau, **la marchandise reste la même !** Ils veulent être de meilleurs défenseurs du capitalisme que les capitalistes eux-mêmes. Ainsi se font-ils les chantres de la défense du patrimoine national : « L'objet du débat est simple. Les décisions prises à la direction du groupe C.G.E.-Alsthom sont-elles justifiées du point de vue économique et social, et sont-elles conformes à l'intérêt national ? ». C'est la négation totale de la position prolétarienne vis-à-vis des licenciements. Ils mettent la technique avant l'homme. « ... Il faut convaincre le gouvernement de sauver une technique de pointe...» « On sacrifie au profit, comme chez Lip (!) une technique française qui a fait ses preuves. »

Là, s'ils occupent l'usine, c'est dans le but d'obtenir des négociations ! La Direction refuse de négocier, d'après elle ça a été fait selon les règles en vigueur, selon « l'accord, sur la sécurité de l'emploi », accord de collaboration de classe signé par les dirigeants révisionnistes.

Nous devons être vigilants, bien analyser chaque fait nouveau, chaque attitude des révisionnistes vis-à-vis des événements, ne pas se laisser abuser par une apparence « dure » ou « combative ».

Ce qui est fondamental c'est la démarcation politique d'avec les révisionnistes. Il n'y a pas de compromis possible entre révisionnisme et marxisme-léninisme. Une des conditions indispendables pour préparer la victoire du prolétariat c'est la lutte longue et acharnée, la lutte implacable contre le révisionnisme moderne.

A la C.I.T. : " il faut faire vite et bien "

A la C.I.T., filiale de la C.G.E., c'est bien connu, on travaille vite. On pousse les ouvrières toute la journée, pour qu'elles soient le plus « rentable » possible. D'ailleurs, le grand patron de la C.G.E. se porte bien.

Le boni, c'est seulement une « incitation au travail » d'après la direction. Rien de plus. En fait, le boni met les ouvrières sous tension pendant huit heures et demie par jour !

Mais le scandale éclate

Cela commence au contrôle : des plaques téléphoniques sont refusées en série par les contrôleurs P.T.T., principaux acheteurs de la C.I.T. Les soudures sont mauvaises. Un rapport remonte jusqu'à la direction. La plupart des plaques sont renvoyées en fabrication, où les *soudeuses* sont obligées de retoucher tout le travail. Pour les *contrôleuses*, il faut maintenant regarder les soudures une à une : cela varie de 150 à 1 000 soudures selon les plaques ! Pour se croiser les yeux en fin de journée, c'est idéal !

Cela continue au Soudage : comment se fait-il que les soudures soient mauvaises, que le travail soit bâclé ? La direction s'interroge. Tout ce beau monde se penche sur le problème. Pourtant, « ça ne doit pas être si difficile de faire une belle soudure » ! Ça, c'est le chef qui n'a jamais mis la main à la pâte qui dit cela, du haut de sa « passerelle » !

La réalité

Le responsable du mauvais travail, c'est le boni, et rien d'autre.

Il faut exécuter *au boni* des travaux *minutieux* et souvent difficiles. Une ouvrière qui travaille bien mais lentement se fait rappeler à l'ordre. « Il faut du rendement ». « Il faut faire *vite* » d'abord et « bien » après ! Facile à dire quand on a le derrière bien calé dans un fauteuil rembourré de P.D.G., mais difficile à faire quand on a un fer à souder ou un câble dans la main et qu'on fait toute la journée une course contre la montre. Pour les soudeuses, il n'y a qu'un choix : la qualité ou la paye. Et souvent il n'y a pas de choix du tout : au bout de deux mois de présence déjà, le travail est à peine appris qu'il faut du rendement ! Combien de fois de jeunes embauchées n'ont-elles pas fait de crises de nerfs...

Le calcul des temps, nous le savons, n'a rien à voir avec la réalité. On calcule le temps de pose d'un fil, on multiplie par le nombre de fils, on rajoute 10 centièmes d'heure deux fois par jour pour aller au W.C., et ça y est, le tour est joué ! Il n'est tenu aucun compte des difficultés, et Dieu sait s'il y en a !

Voilà les conditions dans lesquelles les soudeuses doivent faire un travail de qualité !

C'est le boni qu'il faut abattre !

Quand nous travaillons, que nous faisons du boni, la direction y gagne cent fois plus que nous. C'est pour cette raison qu'elle se fiche pas mal que le travail soit bâclé, du moment que « ça marche électriquement », du moment qu'elle vend et que ses superprofits sont assurés.

La direction se fiche de la qualité jusqu'au jour où ses acheteurs la remettent en cause. Comme le marché P.T.T. est une mine d'or pour la C.I.T., la direction est prête à lâcher une heure par-ci par-là, « pour que nous puissions soigner notre travail ». En réalité pour que nous ayons à peine les possibilités physiques et matérielles de faire du travail de qualité. Ne nous y trompons pas ! Il ne faut pas oublier que ceux qui nous gouvernent du haut de leur « passerelle », ceux qui font « les honneurs de la maison » aux écoliers, aux clients, à l'O.R.T.F... sont *des incapables qui ne connaissent rien à notre travail.*

Il faut profiter de ce que le boni entraîne obligatoirement du travail bâclé pour mettre en avant NOTRE SANTÉ, NOS SALAIRES et le TRAVAIL DE QUALITÉ.

Nous ne devons pas attendre le « bon plaisir » des directeurs. Il faut mener la lutte pour abattre le boni, cela est possible. D'autres travailleurs l'ont déjà fait : à Jaeger, à la Coframaille.

Supprimer le boni, c'est le seul moyen d'arriver à *préserver notre santé, à assurer notre salaire* quelles que soient nos difficultés de travail au cours du mois et *d'affirmer notre droit à un travail de qualité.*

A bas le travail au boni !

Intégration du boni maxi au salaire de base !

Pas de salaire inférieur à 1 500 F par mois !

OLIBET (Dijon)

Contre les licenciements

Les biscuits Olibet, qui avaient pris la succession des Etablissements Pernot, vont fermer leurs portes le 15 avril prochain.

Des « difficultés d'ordre conjoncturel » avaient conduit le groupe, qui possédait trois usines (à Talence, près de Bordeaux, à Nancy et à Dijon) et employait 750 personnes, à réduire et à regrouper ses activités au début de 1973 : l'usine de Nancy était fermée dans un premier temps, puis 80 ouvriers de l'usine de Dijon étaient licenciés.

Le 25 janvier de cette année, l'entreprise déposait son bilan : toutefois, des promesses de reprise prochaine de travail étaient faites aux ouvriers (dont 80 % de femmes).

Après deux jours de chômage technique, les 28 et 29 janvier, l'usine reprenait le 31, mais le soir, l'activité de l'usine s'arrêtait.

Au début de la semaine, l'ensemble des 99 travailleurs de l'usine dijonnaise s'est présenté à l'heure de la reprise aux ateliers et aux bureaux, mais le directeur affirmait qu'il n'avait reçu aucune décision de la direction générale. Mais à qui profite le manque d'information et l'incertitude dans laquelle est maintenue les ouvriers ?

Pas aux ouvriers en tout cas, qui par cette incertitude sont liés à l'entreprise, ne pouvant prendre une place ailleurs, puisqu'ils doivent encore donner un préavis...

Le personnel réagit : il décidait alors d'occuper l'entreprise.

Mercredi 6 février, les ouvriers obtenaient le redémarrage de l'usine jusqu'au 15 avril au moins.

Le syndic qui est sur l'affaire essaie d'intéresser banques ou acheteurs à une reprise pour le mois d'avril, mais rien n'est sûr...

Voici encore un exemple de la crise du capitalisme. Une fois encore, ce sont les travailleurs qui en font les frais. Avec Salador (fabrique de savons dijonnaise) employant 80 personnes, qui ferme ses portes en avril, le chômage ne cesse de s'étendre dans la région. Une chose est certaine : les travailleurs ne se feront pas toujours avoir. L'exemple des Lip est là pour nous le montrer.

Correspondant Dijon.

DANS LES FOYERS DE JEUNES TRAVAILLEURS

Foyer des Ecrins et du Taillefer : Non à la hausse !

La hausse galopante des prix saigne de plus en plus les travailleurs. La hausse du prix des repas et des loyers aux foyers de jeunes travailleurs des « Ecrins » et du « Taillefer » est une nouvelle atteinte contre le pouvoir d'achat des travailleurs :

— A partir du 1er février une augmention de 40 centimes du repas est envisagée, une augmentation de 40 centimes est également prévue pour le mois de juillet ;

— En plus les résidents se verront obligés de prendre 15 repas par mois, ce qui est une forme déguisée d'augmenter encore plus les repas ;

— Quant aux loyers, ils ne sont pas en retard : ils vont passer de 250 F à 260 F, 285 F, 300 F suivant le salaire des résidents :

— 260 F pour un salaire brut inférieur à 1 200 F ;

— 285 F entre 1 200 F et 1 600 F ;

— 300 F pour un salaire brut supérieur à 1 600 F.

Avec ces nouvelles augmentations le prix au m2 d'une chambre aux foyers est supérieur à ceux des appartements de grand standing !

Le vrai visage des « révisionnistes »...

Quelle a été l'attitude du conseiller général soi-disant « communiste » du Canton, membre du C.A. ? Ce monsieur, comme un allié « socialiste » n'a rien trouvé d'autre, lui aussi, que de faire payer les travailleurs. Mais tout cela est dit avec des gants et des nuances : faisons payer ceux qui ont les plus hauts salaires ! « Il ne me parait pas révoltant, a-t-il dit que les résidents les plus favorisés acceptent une augmentation variable suivant leur salaire ». En d'autres termes, vous qui gagnez 1 300 F brut par mois, vous êtes des favorisés (!), alors vous pouvez bien payer. On est loin des belles promesses électorales : « Au cours de mon mandat je m'efforcerai de défendre les intérêts des masses laborieuses ». C'est au pied du mur qu'on reconnaît le maçon : quand il s'agit de défendre les jeunes travailleurs que fait le faux communiste **Couëtoux** ? Il épargne les vrais responsables, il se range du côté de la bourgeoisie contre la classe ouvrière. Voilà qui donne un petit aperçu de ce que sera le fameux Programme commun !

Qui doit payer ?

Une chose est sûre, les résidents ne l'entendent pas de la même manière que la bourgeoisie et ses serviteurs réformistes et révisionnistes. Les jeunes travailleurs ne sont pas responsables de la crise du capitalisme ni de la hausse des prix, il n'y a aucune raison pour qu'ils acceptent d'en faire les frais. Non aux augmentations des loyers et des repas !

SNCF : Non aux foyers-taudis pour les cheminots

A l'appel du collectif des locataires, les cheminots locataires des foyers S.N.C.F. ont formé une délégation à la direction générale. Soixante-dix camarades environ y participèrent.

Malgré les intimidations (deux cars de police qui stationnaient là) et le refus de négocier sérieusement (on nous envoya un pantin qui disait lui-même n'être au courant de rien), nous restâmes déterminés et unis, repartant en manifestant à la gare Saint-Lazare. Puis par groupe de trois, nous sommes allés discuter avec nos collègues et les usagers.

Vive l'unité à la base et dans l'action !

Des cheminots communistes (m.-l.)

Foyer P.T.T. (Montparnasse) : Animation = répression

Pour un jeune de province, la seule possibilité qu'il a, c'est venir à Paris. Les P.T.T. en demandent beaucoup (un auxiliaire ne coûte que 1 100 F par mois !). Pour un mois, on est hébergé dans un foyer P.T.T. ; après quoi, débrouille-toi.

Le foyer, c'est pas l'armée mais pas loin : le système répressif est très bien fait. En haut, le directeur que l'on nous présente le premier jour. Si on « a besoin de quoi que ce soit, c'est à lui que l'on doit s'adresser ». Ce qu'on nous présente pas, et pour cause, ce sont les animateurs : ce sont des gars de notre âge, ils sont chargés d'entrer en contact avec nous (un animateur pour quarante gars environ) et de voir s'il y a de mauvais éléments... on les rencontre partout : aux réfectoires, dans la salle de lecture, à la télé. Tous les quinze jours, le directeur visite les chambres pour vérifier si elles sont propres ! En fait, on fouille les affaires du gars (avec beaucoup d'indélicatesse d'ailleurs), ça va des journaux sur la table à la valise qu'on a oublié de fermer, en passant par l'armoire (qu'on ne peut pas fermer avec un cadenas). Les visites sont très souvent des visites surprises.

La répression, c'est aussi l'impossibilité de recevoir qui que ce soit. Un collègue a amené sa femme qui est restée dans le couloir : il a été mis à la porte à la fin du mois (une semaine de préavis !).

La matraque est une arme de la bourgeoisie. Elle en a une autre, la carotte, la participation. La préparation idéologique se fait dans la salle de lecture. On peut lire l' « Aurore », « Combat », la « Nation », la presse sportive (chauvine, celle-ci est la plus efficace), des informations culturelles... Le bon fonctionnement du foyer !

Une action est très difficile dans un tel foyer : on y est pour un mois et ils savent l'exploiter.

Un auxiliaire des P.T.T.

SEMM (Trignac)

Les travailleurs mobilisés contre la menace de chômage

A la S.E.M.M. de Trignac (fabrication de caravanes) les menaces de chômage se font de plus en plus claires. Après le renvoi de 160 intérimaires, les 650 travailleuses et travailleurs restant (non 600 comme je l'avais écrit par erreur) subissent la volonté du patronat de fermer la boîte. Dès aujourd'hui, la menace est sérieuse : les horaires passent de 40 heures à 32 heures et les salaires diminuent en conséquence (de 20 % à peu près). A la S.E.M.M. on n'accepte pas cette situation, le vendredi 8, ils sont descendus dans la rue de Saint-Nazaire pour manifester dans l'unité et dans l'action leur refus de cette situation et leur volonté de lutte, ainsi que pour que la population ouvrière nazairienne se solidarise avec eux.

Témoignage d'un mineur sur la grève des Houillères de Lorraine

Nous publions un témoignage, envoyé à nos camarades de l'Est par un mineur des Houllères syndiqué à la C.F.D.T. : ce récit reflète la combativité des mineurs et cheminots des H.B.L. qui les a conduits à la victoire.

Chers camarades,

Vendredi soir, le 18 janvier 1974, les cheminots décidaient de reprendre le boulot.

Le samedi 19, les trois syndicats qui ont appelé à la reprise organisaient des réunions d'information dans les cités du bassin. C'est sans doute là, devant la volonté des mineurs de continuer l'action, que la C.G.T. a décidé de lancer son mot d'ordre d'action pour le lundi 21. Car si l'on en croit un tract distribué le samedi matin par la C.G.T., ils pensaient régler le problème du paiement du lock-out par la discussion.

Le dimanche matin (20 janvier), les responsables du syndicat C.F.D.T. ont eu vent que des discussions allaient avoir lieu entre la C.G.T.-C.F.T.C.-F.O. et la direction des H.B.L. Les gars de la C.F.D.T. se sont rendus avec les autres dans la salle de conférence et se sont assis à leur place.

C'est là que Roche, le directeur du personnel, leur a demandé de quitter la salle car ils n'avaient pas été invités. Les représentants de la C.F.D.T. sont sortis et ont attendu dans le couloir. Roche est sorti leur dire qu'ils devaient quitter l'immeuble. Les représentants C.F.D.T. ont alors demandé la position des trois autres organisations syndicales.

Quelques instants plus tard, Fabre, un autre directeur, est sorti pour leur dire qu'aucune des trois organisations syndicales ne s'opposait au fait que la C.F.D.T. ne participe pas aux discussions. La C.F.D.T. a donc été vidé de la direction générale avec l'accord de la C.F.T.C., C.G.T., F.O.

Samedi après-midi, il y a eu un conseil syndical C.F.D.T. qui décidait de maintenir le mot d'ordre de grève au niveau des cheminots pour le lundi 21.

L'après-midi du dimanche 20, il y a eu, au café de la Mairie à Merlebach, une assemblée générale des militants C.G.T. C'est certainement là que la décision a été prise pour la grève. La C.G.T. a invité, par lettre, les trois autres organisations syndicales à une rencontre intersyndicale pour le soir à 21 heures. A 20 heures, la radio et la télé annonçaient que la C.G.T. appelait à la grève générale l'ensemble du personnel lock-outé pour le lundi 21 (les cheminots étant tenus à l'écart). A la réunion intersyndicale du soir, la C.F.T.C. et F.O. se rallient à la C.G.T. Seule la C.F.D.T. restait sur sa position, c'est-à-dire maintien du chemin de fer en grève et profiter au maximum du lock-out pour informer les mineurs sur leurs problèmes. En fait, lundi, les gars sont partis en grève pour se faire payer les postes perdus par le fait du lock-out. Les revendications par rapport aux conventions collectives (revalorisation du métier de mineur, avancement à l'ancienneté, plus de déclassements) n'étaient portés que par peu de mineurs.

Il faut admettre que les gars en voulaient le matin au puits 5 de Merlebach ; tout le monde s'est retrouvé dans la salle de paie (actuellement la salle des fêtes) pour écouter les prises de paroles des différents délégués. Les délégués C.F.D.T. n'ont pas appelé directement à la grève mais ont dit qu'ils s'associaient à l'action.

Les gars ont décidé de descendre en cortège à la D.G.

500 gars sont descendus à la D.G. et ont attendu que Lagabrielle vienne discuter avec les représentants des organisations syndicales. Les discussions n'ont pas été longues, et ça a été un grand non sur toute la ligne. Devant l'ampleur du mouvement de grève (94 % du personnel de fond, d'après la D.G.), Lagabrielle a convoqué les organisations syndicales dans l'après-midi C'est là qu'il a proposé que les postes perdus soient récupérés sur les samedis de repos. Toutes les organisations ont refusé cette proposition. Ce même lundi, les puits de Folschwiller et Faulquem, qui n'avaient pas été lock-outés, se sont mis également en grève (eux, c'était pour le maintien de leur puits).

Le mardi, la grève s'est durcie. Apparition des piquets de grève. Les cadres, surtout ceux de la C.G.C., sont venus nous emmerder sur les puits, forçant même quelquefois les piquets. Ils avaient près de 250 convocations pour les équipes de sécurité, alors que la semaine précédente, pendant le lock-out, le maximum des descentes tournait autour de 90. Pour le poste de midi, rebelotte. Cette fois, l'ingénieur des mines est intervenu (c'est en quelque sorte notre inspecteur du travail) et lui aussi a semé la merde et a voulu forcer les piquets de grève ; puis il s'est calmé et a accepté de participer à la mise en place des équipes de sécurité qui ont fonctionné normalement jusqu'au vendredi.

Mercredi 23, il devait y avoir des discussions salariales aux Charbonnages de France. Mais les discussions ont été reportées au vendredi 25.

Le mercredi, le comité intersyndical a décidé d'organiser pour le lendemain jeudi 15, un meeting à la place du Marché de Merlebach, suivi d'une manifestation jusqu'à la D.G.

Ce qu'on peut dire, c'est que l'information a été mal faite, ce qui explique peut-être le nombre assez limité des manifestants. Le *Républicain Lorrain* dit plus de 1 000, je dirai personnellement aux environs de 2 000 personnes.

Arrivés devant la D.G., plusieurs dizaines de manifestants, surtout les jeunes, ont essayé de pénétrer dans la direction générale, mais ça n'a pas tellement poussé et la C.G.T.-C.F.T.C. ont appelé à la dislocation assez durement. (D'ailleurs quand Mourrer de la C.F.T.C. a fini de parler, tout le monde à chanté l'*Ave Maria*, c'est pour dire un peu le climat qu'il y avait.)

Si l'on veut parler des C.R.S. et de leurs confrères, ils ne se sont pas fait voir à Merlebach. Il y avait trois cars de gardes-mobiles stationnés à cinq minutes à pied de la D.G. sur l'autoroute, 41 cars de C.R.S. à Saint-Avold, sans les estafettes et autres, et d'autres cars sur l'autoroute vers Forbach. Un vrai déploiement de forces si l'on peut dire. On a dû leur faire peur. Et il n'y avait vraiment pas de quoi.

Le vendredi, les discussions aux Charbonnages n'ont pas réglé le conflit lorrain, mais Lagabrielle a eu des ordres pour lâcher du lest et régler le conflit pour le lundi.

Nous n'avons obtenu que 2 % d'augmentation ; une augmentation de 50 % de la prime de panier qui passe de une heure de la catégorie deux à une heure et demie et sera portée à deux heures à la fin de l'année. Elle est pour l'instant à 4,91 F, ce qui est assez loin des primes dans les autres boîtes du coin ; exemple : à la Carling, 12 F. Majoration des postes de travail, les jours de repos, qui passent de 30 % à 50 %.

Le samedi, il y a donc eu des discussions avec la D.G. ; C.F.T.C.-C.G.T.-F.O. étaient satisfaites des résultats obtenus. La C.F.D.T. a convoqué une assemblée générale de tous les militants et adhérents le dimanche matin, et a pris la position de ne pas casser l'unité en appelant à continuer la grève à elle toute seule et si les trois autres appelaient à la reprise, elle s'associerait à l'appel.

La direction a en effet cédé sur le point de paiement du lock-out mais n'a rien lâché au niveau des conventions collectives, à part des promesses.

Je pense que c'est quand même une victoire pour la classe ouvrière du bassin, car c'est la première fois depuis la grande grève de 1963 qu'une grève ne se termine pas en queue de poisson chez les mineurs.

Bien que le comité intersyndical était moins uni que jamais, le fait d'avoir appelé à la grève ensemble et d'avoir appelé à la reprise ensemble, c'est très important pour les mineurs. Ils ont le sentiment d'avoir remporté une grande victoire en ayant fait céder Lagabrielle. Et comme ils ont leurs postes perdus payés à plus de 70 %, ils sont prêts à repartir à l'action très bientôt. (D'ailleurs, ça doit être une des premières fois qu'un lock-out suivi d'une grève est payé à plus de 70 %.)

Autre chose : pour punir les ouvriers du chemin de fer de leur combativité, la direction avait refusé d'indemniser les postes de grève des cheminots. Dans la motion votée par l'assemblée générale, la C.F.D.T. s'engageait à lancer l'action pour rétablir la justice. Le lundi matin, les militants C.F.D.T. ont informé les gars du chemin de fer qui ont décidé la grève immédiate. Les gars se sont regroupés dans les dépôts et sont descendus en train jusqu'à la D.G., avec une banderole en tête du train : « Nous voulons nos 5 000 F. » Plus de 100 grévistes se sont retrouvés devant la D.G.

Il n'y avait que des délégués C.F.D.T. et un gars de la C.G.T. Les gars ont organisé la délégation qui allait discuter à la D.G. : un gars par organisation syndicale et huit grévistes, un par dépôt. Les gars de la C.G.T., puis de la C.F.T.C. sont arrivés. Ils ne se sont pas arrêtés pour discuter avec les grévistes et sont montés directement dans la salle de conférences. Les gars de F.O. se sont quand même arrêtés pour serrer quelques mains. Pour que ces zigotos viennent, il a fallu que la direction les convoque. En effet, la C.F.D.T. s'était présentée seule avec les grévistes mais le directeur a refusé de recevoir la C.F.D.T. seule. La C.F.D.T. a donc téléphoné aux autres centrales qui, une heure après, n'avaient pas encore répondu. Donc c'est la D.G. qui a contacté la C.G.T.-C.F.T.C.-F.O. qui alors ont daigné se déranger.

Là il y a eu des discussions pour savoir qui allait discuter, les permanents ou les grévistes et leurs délégués. On est arrivé à un compromis proposé par la C.G.T. : 4 par organisation, ce qui fait qu'il y avait quand même 5 grévistes qui ont pu participer à la discussion, qui d'ailleurs a été brève. Au bout de sept minutes, les gars ont obtenu le paiement des postes perdus par fait de grève, plus le poste en grève. Les gars sont remontés dans le train avec derrière une banderole : « On les a eu. »

Toujours ce même lundi, les gars des cockeries se sont mis en grève. Ils demandaient le paiement intégral de leur prime de jour. En effet, comme l'approvisionnement ne se faisait plus normalement pendant le lock-out et la grève, le nombre des jours a été sensiblement baissé et des gars avaient perdu jusqu'à 8 F par postes. Les gars ont obtenu satisfaction vers 18 heures. Comme tu peux le voir, c'était un lundi propice aux discussions.

A BAS LA C.F.T. CHRYSLER, CHIEN DE GARDE DU CAPITAL !

Chez Simca-Chrysler à Poissy, les conditions de travail sont de plus en plus dures :

— Les cadences augmentent. Là où on fabriquait 380 pièces en 72, on en fabrique 500 aujourd'hui (au même poste, avec le même personnel et le même matériel) ;

— Manque de sécurité : souvent des accidents mortels, qui sont camouflés par la direction et la C.F.T. Quand un ouvrier est tué par une caisse qui tombe, on explique qu'il est mort d'une crise cardiaque !

Les patrons se servent de la C.F.T. pour tirer leurs profits de la sueur et du sang des ouvriers. Car la C.F.T. est majoritaire chez Simca.

On est obligé d'acheter la carte C.F.T. pour rester après la période d'essai de quinze jours.

Les « délégués » dénoncent les ouvriers combatifs et les font licencier.

Quand il y a des augmentations au mérite, les premiers servis sont les « délégués » et ceux qui sont liés avec eux, mais jamais les ouvriers combatifs. La C.F.T. invite à collaborer avec les patrons.

Aujourd'hui, la C.F.T. prétend que la direction de Simca a su faire face à la crise sans fermer l'usine à Noël, comme cela s'est fait à Citroën. En fait, la direction « accorde » trois mois de « vacances » aux ouvriers immigrés. A leur retour, ils apprennent qu'il n'y a plus de place !

Actuellement, des licenciements se produisent, sans préavis. On propose aux ouvriers d'aller travailler à la fonderie de Bondy. S'ils refusent, ils doivent signer leur démission.

Tout cela grâce à la C.F.T. Et pourtant tout le monde est à la C.F.T., car on y est obligé. Elle est toujours au service des patrons, jamais des ouvriers.

Dénonçons la C.F.T., instrument des patrons contre la classe ouvrière !

Un ouvrier immigré de Simca.

Conférence de Washington : DIVISER POUR REGNER

On connait les divers objectifs fixés par les Etats-Unis à la conférence de Washington des 11 et 12 février : exercer une pression sur les pays arabes et sur l'ensemble du tiers-monde ; soumettre les pays ouest-européens et leur imposer leur diktat; cela, dans le but de renforcer leur position dans la rivalité qui les oppose à l'autre superpuissance impérialiste, l'Union soviétique. Ces objectifs ont-ils été atteints ? Un examen attentif des résultats de la conférence et des réactions qu'elle a suscitées dans le monde permet de douter qu'ils le soient totalement.

Certes, l'impérialisme américain a marqué un certain nombre de points à Washington. Autant de points, autant de signes de faiblesse de l'Europe occidentale. Le compromis passé à Bruxelles par les Neuf de la Communauté européenne a craqué devant les pressions ouvertes de Nixon-Kissinger. Un seul pays, la France, a refusé la constitution d'un bloc des pays consommateurs et la mise sur pied d'un organisme permanent de coordination qui permettrait à Nixon de ranimer sa « nouvelle charte atlantique » et de mettre l'Europe de l'Ouest à genoux. Pourtant, la vigueur de l'affrontement Jobert-Kissinger comme les réactions de divers pays arabes indiquent que les « succès » remportés par les Etats-Unis restent fragiles et risquent d'être éphémères.

La France résiste aux pressions américaines

Les contradictions qui ont opposé les Etats-Unis au gouvernement français, représenté par Michel Jobert, ont dominé les travaux de la conférence.

Dès que Nixon eut convoqué cette réunion, le gouvernement français fit valoir que, derrière le prétexte de la « crise pétrolière », les Etats-Unis cherchaient à restaurer leur domination au sein d'une communauté atlantique nouvelle manière. Jobert a déclaré : « *La conférence n'a absolument pas l'énergie comme but. Elle vise tout simplement à réinsérer dans une certaine conception de l'organisation du monde atlantique les pays européens et aussi le Japon...* » A Washington, l'hostilité de la France aux prétentions hégémoniques de la superpuissance américaine ne s'est pas démentie, malgré les pressions ouvertes de Nixon et Kissinger. Ce qui a conduit Jobert à refuser de signer quatre des dix-sept paragraphes du communiqué publié à l'issue de la conférence — notamment les paragraphes faisant allusion à la constitution d'un front commun, d'un bloc des pays consommateurs et celui établissant un « groupe de coordination » permanent.

Europe « européenne » ou Europe « atlantique », Europe « indépendante » ou Europe « obéissante », tel est le vrai contenu des discussions de Washington : il va de soi que ce débat n'a pas été clos par le communiqué publié le 13 février dans la capitale américaine. Jobert a encore déclaré :

« *Je ne considère pas que l'avenir de l'Europe soit noir, dans la mesure où il y a la détermination de faire une Europe proprement européenne, comme dirait le général... Si, par contre, on veut se réfugier dans les faux-semblants, se livrer à quelques habillages et, finalement, recevoir de l'autre côté de l'Atlantique conseils, appuis et parfois directives, alors c'est une autre Europe que l'on veut faire et il faut le dire, comme l'a dit M. Schmidt* (ministre ouest-allemand des Finances) *à tout le monde : entre l'Europe et l'Amérique son cœur ne balance pas, son cœur choisit.* »

A Copenhague, en décembre dernier, les Neuf de la Communauté européenne avaient constaté, dans un texte commun, que la situation impliquait « *que l'Europe s'unisse et, de plus en plus, parle d'une seule voix, si elle veut se faire entendre...* » A Washington, l'Europe n'a pas parlé d'une seule voix. Pourtant, Jobert n'a pas parlé qu'au nom du gouvernement français, mais aussi au nom des Neuf, au nom de cette Europe « européenne » que le gouvernement français, et c'est une bonne chose, veut former hors de la tutelle des U.S.A. pour résister au « condominium des deux superpuissances ».

Si le gouvernement français peut tenir tête aux pressions américaines, et faire entendre la voix de l'Europe européenne (c'est-à-dire s'en tenir aux décisions prises par les Neuf à Copenhague en décembre 73 et à Bruxelles il y a quinze jours), c'est principalement parce qu'il dispose d'une certaine indépendance sur le plan militaire. Ce n'est pas le cas de tout le monde. L'Allemagne de l'Ouest, par exemple, ne dispose pas de l'arme nucléaire. A sa frontière orientale est concentrée l'énorme masse des troupes agressives du social-impérialisme soviétique. Sur son territoire stationnent 210 000 soldats américains, soit près des trois-quarts des troupes américaines en Europe. *En ce moment même*, l'Allemagne est en train de négocier avec les U.S.A. la participation aux dépenses d'entretien de ces GI's. L'Allemagne est « coincée » : à Copenhague, elle peut manifester sa « vocation européenne », mais à Washington, chez le maître qui la protège, peut-elle parler aussi librement que la France ? Cette différence de situation entre la France et ses partenaires européens, n'est-ce pas ce qui permet à la première de dire tout haut ce que les seconds pensent tout bas, comme le prétend à juste titre Jobert ?

Les prises de positions formulées par le Japon et les pays européens dès la clôture de la conférence laissent prévoir en effet des revirements prochains. Ohira, le ministre japonais des Affaires étrangères, a estimé qu'il y avait peu de différences entre le Japon, la France et ses voisins européens ; il a déclaré que « *la France n'était pas si isolée que cela* ». A Washington même, les Neuf, y compris donc l'Allemagne, ont donné leur accord à la convocation de la session extraordinaire de l'O.N.U. demandée par Houari Boumediène au nom des non-alignés et sitôt approuvée par la France. Or les Etats-Unis sont hostiles à cette réunion qui doit discuter du problème des matières premières dans une enceinte où le tiers-monde se retrouve majoritaire et est soutenu sans réserve par un membre permanent du Conseil de sécurité : la Chine populaire. Schmidt lui-même met de l'eau dans son vin. Vingt-quatre heures après avoir déclaré : « *Mon pays donne la préférence à une coopération dans tous les domaines avec les Etats-Unis sur l'entente au sein du Marché commun* », il « adoucit » sa pensée : « *Nous avons besoin*, parallèlement à l'unité de la C.E.E., *de la coopération avec les Etats-Unis.* »

Ces diverses prises de position traduisent les hésitations des pays capitalistes occidentaux ouest-européens, les difficultés qu'ils rencontrent pour surmonter leurs divergences et arriver à l'unité pour affronter les deux superpuissances.

Les réactions des pays arabes

Pourtant, ces difficultés ne doivent pas masquer que Nixon-Kissinger ne sont pas parvenus à endiguer vraiment le courant, la tendance à l'unité ouest-européenne. Plusieurs facteurs poussent les pays ouest-européens à s'entendre : l'un d'eux, c'est leurs relations sur les plans stratégique et économique avec les pays du Proche-Orient.

Plusieurs pays arabes producteurs de pétrole ont condamné sans réserves la conférence de Washington et les menées américaines. Les partenaires européens de la France devront tenir compte de ces réactions car, comme l'ont souligné les Algériens, l'Europe dépend encore du pétrole arabe. Le gouvernement français, qui a depuis longtemps une « politique arabe » (qui ne plaît pas

à Nixon), a déjà convaincu, certes sous la pression de la « guerre du pétrole », les autres membres de la C.E.E. de prendre une position hostile aux U.S.A. à propos de la guerre israélo-arabe. On peut penser que les mois qui viennent verront d'autres prises de position de ce genre. Car, outre le pétrole arabe si nécessaire à la survie des économies ouest-européennes, il existe un facteur stratégique : l'Europe ne peut jouir d'aucune sécurité tant que l'une ou l'autre superpuissance s'établit au Moyen-Orient et en Méditerranée. La recherche d'une défense commune (dont les Anglais et les Allemands ont accueilli plus favorablement l'idée à Copenhague) poussera inévitablement l'Europe occidentale à s'entendre, à resserrer ses liens avec les pays arabes. *C'est bien ce vaste rapprochement euro-arabe que Nixon voulait torpiller avec sa conférence de Washington.*

L'Algérie, la Syrie, l'Egypte et l'Arabie saoudite, réunies en un petit « sommet » à Alger le 14 février, ont nettement indiqué qu'elles appréciaient la position de la France à Washington et ont estimé que la France montrait à l'Europe la voie de la coopération euro-arabe. Selon diverses informations, ces quatre pays, réunis pour préparer la prochaine réunion de l'O.P.A.E.P., ont décidé, après examen des résultats de la conférence de Washington, de ne pas lever l'embargo pétrolier.

Les pays arabes refusent légitimement le diktat que les U.S.A., enrôlant certains pays consommateurs, veulent leur imposer. Le prince Saoud, ministre adjoint du pétrole de l'Arabie saoudite, a déclaré le 11 février : « *Si l'objet de la conférence de Washington est de faire pression sur les Etats producteurs, nous ne croyons pas qu'elle sera fructueuse* ».

La radio libyenne estime que « *la conférence est un piège américain visant à rétablir la tutelle des Etats-Unis sur l'Europe* ». Le même jour, la Libye nationalisait à 100 % trois compagnies américaines et déclarait dans un communiqué : « *C'est une réponse directe à la prétendue conférence des pays consommateurs de pétrole réunie à Washington, qui représente une tentative de provocation dirigée contre les pays producteurs.* »

Le quotidien algérien « El Moudjahid » déclare que les pays arabes sauront tenir compte du «revirement» de l'Allemagne de l'Ouest... Quant à l'agence Algérie Presse service, elle commentait : « *Les Neuf moins un, même dans un encadrement atlantique, ne doivent pas se hâter d'oublier que, pendant des années, ils ne pourront pas se passer du pétrole arabe. C'est ce qu'a compris la France qui, depuis l'avènement de M. Michel Jobert au ministère des Affaires étrangères, a vu ses rapports avec les pays arabes en constante amélioration, jusqu'à aboutir à une véritable alliance objective.* »

Sans nul doute, ses importantes et justes déclarations feront réfléchir plus d'un pays ouest-européen.

Quand les révisionnistes prennent leurs désirs pour des réalités

L'Union soviétique n'est pas moins satisfaite que les Etats-Unis de voir l'Europe divisée. Les dirigeants révisionnistes de Moscou ont toujours cherché à désagréger l'Europe occidentale. En se réjouissant *un peu trop* précipitamment et bruyamment des divisions de l'Europe et des positions de Jobert à Washington, le social-impérialisme soviétique vient une fois de plus de découvrir son jeu : pour établir son hégémonie sur notre continent, il a besoin d'une Europe divisée et sans défense. Les dirigeants révisionnistes de l'U.R.S.S. nourrissent le fol espoir de « combler le vide » que les U.S.A. sont supposés laisser en Europe de l'Ouest. Mais ils prennent leurs désirs pour des réalités, et le tapage qu'ils se sont empressés de faire autour des déclarations de Jobert (expression d'une grossière manœuvre de séduction) masque à grand peine les graves échecs qu'ils ont rencontrés récemment en Europe, notamment avec le blocage des conférences sur la sécurité collective et sur la réduction des forces.

Quant aux dirigeants révisionnistes du P.C.F., ils ne savent plus où donner de la tête. En dépit des positions défendues par Jobert à Washington, ils continuent à broder sur le thème : Jobert-Nixon complices. Il faut le faire ! Tandis que la « Pravda » se réjouit des contradictions qui opposent la France et les U.S.A. (pour les raisons indiquées plus haut), Andrieu constate avec délectation que, comme prévu, Jobert a « complètement capitulé devant Nixon ». Deux sons de cloches différents, en apparence, mais qui tous deux sonnent à toute volée le glas de l'Europe unie et indépendante. Un peu trop vite !

Hier, l'Europe occidentale avait raffermi son unité pour affronter le jeu intolérable des U.S.A. et de l'U.R.S.S. Or la rivalité de ces deux superpuissances ne fera que s'aggraver : en Europe notamment, chacune cherche à *saper* l'hégémonie de l'autre pour établir sa propre hégémonie. De même, la contradiction entre les deux superpuissances et les pays du tiers-monde ne cesse de s'aiguiser. Dans ce cadre, la « politique arabe », la « politique méditerranéenne » et la «politique européenne» du gouvernement français est largement positive car elle gêne considérablement l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique.

Le Comité Central du Parti Communiste d'Italie (Marxiste-Léniniste) :

UN APPEL A TOUTES LES FORCES ANTIFASCISTES

La condition des masses populaires se fait de plus en plus dramatique. Le coût de la vie augmente continuellement, à commencer par les produits de première nécessité, comme le pain, les pâtes alimentaires, la viande, le lait, l'huile et le sucre. De même le prix des vêtements, des loyers, des transports, des soins médicaux et de l'école.

La vie chère, l'exploitation, le chômage, s'aggravent, en conséquence augmentent aussi les accidents du travail et les maladies professionnelles, ainsi que le nombre des bas salaires et des nouveaux impôts.

Pour imposer aux masses tout cela, pour étouffer leur juste rebellion, les groupes dominants contrôlent les leviers fondamentaux du pouvoir économique et politique, les leviers fondamentaux du pouvoir d'Etat, recourent à des mesures et à des méthodes toujours plus réactionnaires.

Il y a des groupes qui, en complicité avec les centrales d'espionnage et subversives de l'impérialisme américain et des régimes fascistes de la zone méditerranéenne, financent et organisent le fascisme ouvert dans la « PISTE NOIRE » où sont mêlées le parti fasciste reconstitué : le M.S.I.-D.N., les polices parallèles, des milieux de l'appareil d'Etat (certains secteurs des forces armées, de la police et des services secrets), des forces obscurantistes du Vatican. Les plans de la réaction et de l'impérialisme s'encadrent dans la politique des deux superpuissances qui, complices dans leurs fonctions antipopulaires, en même temps se disputent avec de plus en plus d'acharnement les sphères d'influences. Les divers éléments de la « Piste Noire », impliqués jusque dans les crimes de droit commun tendent à créer un climat favorable pour réclamer l' « ORDRE », préparent des plans pour des coups d'Etat fascistes qui annuleraient toutes les conquêtes démocratiques, arrachées par le peuple italien, par la lutte des partisans et frapperaient même les institutions démocratico-bourgeoises.

Le fascisme et la fascisation, d'une part reflètent les méthodes de la bourgeoisie pour rendre l'Etat plus fort, et en même temps se relient entre eux et prennent une puissance effective. Des manœuvres comme les alertes dans les casernes accomplies non seulement à l'insu de l'opinion publique, mais également du Parlement et même des forces gouvernementales comme le P.S.I., ne peuvent être comprises comme des actes de défense des libertés. Même s'il s'ajoute les motifs de prévenir des attentats et des tentatives d'inspiration « putschistes », même si on y trouve le reflet des contradictions à l'intérieur du pouvoir bourgeois, en réalité ce sont des essais généraux pour des pas ultérieurs dans le processus de fascisation.

On ne peut faire front aux coups de main de la bourgeoisie en se fiant (comme le font les dirigeants du parti révisionniste italien) surtout sur les forces de l'appareil d'Etat, en se basant sur les contradictions internes de la bourgeoisie. Une telle attitude crée le désarmement idéologique et matériel, l'attentisme et la méfiance. Il est certes nécessaire de tenir compte de ces contradictions et de leur valeur, mais l'expérience historique, et en particulier les derniers événements du Chili, démontre que les plans réactionnaires ne peuvent être réduits en pièce que si les masses laborieuses se mobilisent, rejettent les illusions de la «voie pacifique» et sont prêtes à affronter toute éventualité, si la mobilisation des forces révolutionnaires se réalise sous la direction du parti, élément d'avant-garde du prolétariat.

Aujourd'hui, il est plus que jamais nécessaire de développer une politique de Front uni. Pour cette raison, nous faisons appel aux masses populaires, aux ouvriers, aux paysans, aux jeunes travailleurs et aux étudiants avancés, aux intellectuels progressistes, aux représentants de la résistance restés fidèles à leurs idéaux (et la principale responsabilité pèse sur ceux qui ayant des charges publiques peuvent se prévaloir contre la réaction), à tous les antifascistes authentiques, à tous les travailleurs qui suivent les partis de la droite traditionnelle, aux camarades de la base du P.C.I., aux travailleurs organisés dans les syndicats, spécialement dans la C.G.I.L., aux forces qui adhèrent aux organisations et associations antifascistes, comme l'A.N.P.I. et l'A.N.P.P.I.A., aux jeunes des divers groupes qui cherchent sincèrement la juste voie des luttes sur cette ligne, notre parti s'est donné pour tâche des initiatives concrètes. Nous demandons que les autres également s'engagent dans cette direction.

Avec un plein sens des responsabilités à l'égard des masses, nous mettons toutes ces forces en garde pour que s'exerce la plus grande vigilance, pour que se traduise dans les actes l'unité militante et que se prépare la réalisation de l'invincible barrière d'acier de la mobilisation des masses, contre laquelle se briseront toutes les tentatives réactionnaires.

La violence du fascisme et du pouvoir capitaliste pourra être brisée que par la violence révolutionnaire des masses.

Vitrolles : 2me semaine de grève aux abattoirs de Soccovolailles

L'entreprise récente (créée en janvier 1973) se trouve dans une zone industrielle elle aussi récente, dans la région marseillaise, à 2 km de Marignane.

Elle emploie une quarantaine de personnes dont 50 % de jeunes femmes (plus de la moitié a seize-dix-sept ans) et 25 % d'immigrés.

Les conditions d'embauche

La demande d'emploi que les ouvrières ont remplie et signée est simple mais on y lit de s'engager à :

— Ne pas prendre de congé en juillet-août ;

— Et jusqu'à une date récente on leur demandait si elles appartenaient à une organisation syndicale et dans le cas contraire d'écrire : « Je m'engage à n'appartenir à aucun syndicat ni à quelconque organisation pendant le temps où je resterai employée dans votre maison... ».

Sans commentaire n'est-ce pas ?

Le salaire : pour 40 heures par semaine :

— 5,43 F pour le personnel féminin ;

— 5,88 F pour les immigrés.

De toute façon la qualification n'existe pas dans l'entreprise : femmes et hommes tous manœuvres.

Même avec les nombreuses heures supplémentaires que font les travailleurs de Soccovolailles leur salaire atteint rarement 1 000 F par mois.

Les conditions de travail

Comme aux abattoirs Doux de Pédernec c'est le travail à la chaîne dans la saleté et le froid, debout toute la journée. L'horaire de travail affiché n'est pas respecté. Les heures de travail varient de huit heures à dix heures par jour avec des pointes au moment de Noël de onze et douze heures. Pour comprendre ce que représentent les heures de travail il faut savoir que le personnel féminin a dans sa grande majorité moins de dix-huit ans.

Il existe des règlements concernant le travail des moins de dix-huit ans mais le patron ne les respecte pas non plus. Entre autre il arrive souvent à ces jeunes filles de porter des caisses de plus de 20 kg alors que le règlement n'en prévoit que 10 kg.

Elles travaillaient souvent six heures d'affilée sans pose, en chambre froide, sans protection prévue autre que des bottes.

De plus elles doivent nettoyer l'entreprise le soir avant de partir.

Ajoutez à ce tableau déjà peu réjouissant l'attitude d'un contremaître et d'une contremaîtresse qui les soumettent à un chantage permanent avec des menaces de licenciement continuelles, qui licencient sans raison et leur manquent de respect.

Plus vous courbez l'échine plus vous avez de chance de rester, mais les conditions sont telles que beaucoup préfèrent partir, espérant trouver mieux ailleurs.

Il faut dire que dans cette zone industrielle il existe d'autres entreprises qui ne se gênent guère non plus pour surexploiter cette main-d'œuvre. Toutes d'origine modeste elles ont besoin de ce maigre salaire.

Opprimées, exploitées, méprisées, maltraitées (ne sont-elles pas les plus mal payées de l'entreprise ?), elles ont décidé un jour de dire non. Pourquoi ?

Parce que ce jour-là (et ce n'était pas la première fois) l'abattage des poulets étant terminé à 10 heures du matin : le contremaître les a envoyées manger.

Il leur aurait fallu reprendre le travail à 11 h 30 et travailler jusqu'à 19 heures ou plus...

Pour la première fois, elles osaient relever la tête, elles prenaient conscience de leurs droits.

Le patron a commencé à les licencier les unes après les autres soi disant pour insubordination.

Elles ont alors décidé de constituer une section syndicale C.F.D.T., et spontanément ont décidé aussi de faire grève.

Elles sont 12, dont une jeune femme mère de 5 enfants et **elles tiennent.**

Chaque jour les renforce davantage dans leur détermination.

Elles ont vu ce qu'était la solidarité des travailleurs, elles ont rencontré d'autres ouvriers en grève dans la zone industrielle elles sont allées voir les ouvriers de l'entreprise de mise en bouteilles de l'eau d'Aix-en-Provence eux-mêmes en grève depuis trois semaines pour des conditions de travail semblables.

Et le lundi 11 à l'appel de l'Union locale C.F.D.T. de nombreux travailleurs sont venus les soutenir et ont occupé avec elles les bureaux, retenant le patron et exigeant qu'une discussion s'engage immédiatement sur leurs revendications.

Où en sont-elles ?

L'entreprise continue à travailler au ralenti 9 jeunes femmes embauchées récemment n'osent pas faire grève.

Le patron refuse de les recevoir, refuse de reconnaître les déléguées syndicales, refuse de revenir sur les licenciements.

L'inspecteur du Travail est venu deux fois : il a dressé 6 procès-verbaux au patron pour non-respect de la législation du travail.

Leurs revendications

— Application de la convention collective ;

— Respect des lois régissant le travail des moins de dix-huit ans ;

— Respect de l'horaire affiché ;

— Augmentation de salaire ;

— Réintégration des 5 ouvrières licenciées.

Et la volaille ?

Soccovolailles approvisionne les supermarchés des environs dont Perso-Viande dans la zone industrielle et Carrefour tout proche.

Les ouvrières dénoncent aussi le mépris du patron pour l'acheteur : les poulets sont souvent malades : les viscères grouillent de vers, les poulets invendus reviennent si l'étiquette de fraîcheur est périmée on l'enlève et on en met une autre, lorsque les rôtis de dindonneau arrivent congelés, on les décongèle et on les vend comme frais...

Quelle importance peut bien avoir la santé des travailleurs pour ce monsieur ?

Soutenons les travailleurs de Soccovolailles

Ces 12 travailleuses ont découvert en même temps et ensembles ce qu'était une grève.

Dans cette première lutte elles ont beaucoup appris et elles se sont renforcées.

Elles ont compris que le patron attendait tranquillement, les pieds au chaud, que leur grève pourrisse, qu'elles se découragent alors que toute la première semaine elles sont venues à 6 heures du matin pour distribuer chaque jour les nouveaux tracts qu'elles faisaient, pour maintenir le contact avec les non-grévistes et essayer de les convaincre.

Elles ont compris que seul un soutien actif des travailleurs leur permettrait de faire aboutir leurs revendications.

Il faut sauver Puig Antich

Les fascistes espagnols ont confirmé la condamnation à mort du jeune combattant antifasciste Salvador Puig Antich. A tout instant, Franco peut le faire assassiner.

Déjà, de nombreuses protestations se sont élevées contre le verdict. Il importe de tout faire pour que le nouveau crime n'ait pas lieu.

Quoi qu'il arrive, le fascisme en Espagne sera balayé. Chaque jour qui passe voit les luttes du peuple espagnol se développer, sa détermination se renforcer. Le pouvoir fasciste est aux abois. Il risque d'en être plus cruel.

La venue de Fontanet à Montpellier

A l'appel des comités contre la réforme Fontanet, un mouvement de grève s'est déclenché dans tous les lycées et C.E.T. de la ville, le vendredi 8 février. Un mouvement analogue démarra aussi sur les facs. Les différentes assemblées décidèrent d'une manifestation commune à 15 heures. C'est en scandant « A bas la réforme Fontanet », « Réforme Fontanet, sélection de classe », « Lycée-C.E.T., unité dans l'action », « Non à l'université de classe » que plus de 3 000 lycéens, élèves des C.E.T., étudiants manifestèrent pendant deux heures environ.

A 18 heures avait lieu une deuxième manifestation révisionniste et réformiste (F.E.N., C.F.D.T., C.C.T.).

L'ensemble des lycéens, des élèves des C.E.T. et des étudiants refusèrent d'y participer, malgré les appels désespérés lancés par les J.«C.», de concert avec les trotskistes.

Ne pas manifester avec la soi-disante Union de la gauche, cela signifiait refuser l'unité électoraliste et l'unité au sommet. C'était refuser le Programme commun et les illusions qu'il propage chez les travailleurs. L'unité que nous, lycéens marxistes-léninistes, nous voulons, c'est l'unité à la base et dans l'action avec les élèves des C.E.T., avec la classe ouvrière. C'est en coordonnant la lutte des C.E.T. contre la loi Royer et la lutte des lycéens, des étudiants et des professeurs contre la réforme Fontanet, qu'elle se réalisera. C'est en informant les travailleurs, en organisant des réunions dans les quartiers ouvriers par l'intermédiaire des foyers socio-culturels, des M.J.C., des comités de quartier, s'ils existent, et dans les usines si c'est possible, que l'unité à la base se fera.

A bas la réforme Fontanet !

A bas la sélection de classe !

A bas la loi Royer !

Lycée-C.E.T., unité à la base et dans l'action !

Jusqu'où ira « Libération » ?

Mettre à profit l'affaire Soljenitsyne pour attaquer la Chine, il fallait le faire. Et c'est ce qu'a fait « Libération » sous la plume de Philippe Gavi. Sous le titre éloquent *« Lin Piao Soljenitsyne »*, Gavi pratique d'emblée l'amalgame : *« Même à l'extrême-gauche, on est gêné pour parler de ce qui se passe en U.R.S.S., en Chine... »* Et voilà, le tour est joué ! On met sur le même plan l'U.R.S.S. et la Chine et on continue, mine de rien.

« Prenons la Chine. Jusqu'à maintenant, nous avons été plein de pudeur. « Faute d'informations », diront certains... Et maintenant se développe en Chine une vaste campagne contre Lin Piao, accusé d'être le disciple de Confucius. Que Lin Piao ait pu commettre des erreurs, d'accord, mais de là à l'accuser de tous les crimes, ce n'est pas acceptable ». Et on enchaîne : *« Pire, les revoilà les murs, ceux qui enferment maintenant Soljenitsyne, ou un ouvrier russe sur son usine ».*

Apparemment, il s'agit donc d'une tentative pour accréditer l'idée que l'U.R.S.S. et la Chine c'est « blanc bonnet et bonnet blanc ». Mais qu'y a-t-il de commun entre un pays où les masses sont réprimées par la police, l'armée, où les opposants sont torturés, internés et un pays où les masses dirigent, interviennent à tout instant, dans tous les domaines, où le combat est mené en permanence contre les tendances à se placer au-dessus des masses, où les masses sont armées, idéologiquement et politiquement, pour qu'elles puissent mettre en échec ces tendances ? Qu'y a-t-il de commun, M. Gavi, entre un pays où une poignée d'individus imposent leur loi aux masses et un pays où les masses sont appelées à dénoncer, à combattre les risques de formation d'une couche privilégiée ? Qu'y a-t-il de commun entre un pays où les masses n'ont qu'à se taire et un pays où tout est fait pour qu'elles puissent toujours mieux diriger le pays, combattre *par elles-mêmes* les menaces de retour en arrière, où « aller à contre-courant » est non seulement un droit mais aussi un devoir ?

Si Lin Piao est critiqué, c'est justement parce qu'il voulait revenir à un régime où les masses obéissent et se taisent ; si la critique de Lin Piao est alliée à celle de Confucius, c'est parce que Lin Piao utilisait Confucius et sa philosophie pour revenir en arrière. C'est parce que la philosophie de Confucius sert depuis des centaines d'années à opprimer les masses chinoises. La critique de Confucius et Lin Piao est l'affaire des masses chinoises, de millions d'ouvriers, paysans, soldats qui mènent un immense combat contre les idées qui ont servi à l'oppression du peuple chinois. La critique de Confucius et Lin Piao est une bataille destinée à renforcer le pouvoir des masses, à les rendre plus aptes à combattre les idées anciennes, à mieux diriger le pays.

M. Gavi cherche à estomper, à cacher la différence fondamentale entre l'U.R.S.S. et la Chine. Entre une dictature de type fasciste et la dictature du prolétariat. Il cherche à cacher le fait que l'U.R.S.S. n'a plus rien à voir avec le socialisme, la dictature du prolétariat, pour mieux attaquer le socialisme, la dictature du prolétariat. Il cherche à cacher le fait que les dirigeants soviétiques n'ont strictement rien à voir avec le marxisme-léninisme pour mieux attaquer le marxisme-léninisme.

C'est là le fond. C'est ainsi qu'il écrit : *« Mais y a-t-il donc un virus dans la pensée marxiste-léniniste ? Pourquoi tant de camarades se transforment aussi aisément au nom de Marx et de Lénine en procureurs, en flics ? »*

Nous y voilà ! Combattre le marxisme-léninisme, tel est le but de M. Gavi. Pour cela, il lui fallait mettre sur le même plan l'U.R.S.S. et la Chine, cacher le fait que l'U.R.S.S. de Brejnev est étrangère au marxisme-léninisme, dénaturer la réalité de la Chine.

Car ce qui se passe en Chine est la preuve vivante, éclatante que le marxisme-léninisme est une arme pour la libération des masses.

Jusqu'où ira « Libération » ?

Un vent de colère dans les campagnes

PAYSANS EN LUTTE

Le mécontentement des agriculteurs en France se fait de plus en plus vif. C'est par milliers qu'ils ont manifesté ces derniers jours dans tout le pays. A leur tête, les producteurs de viande et de lait. Recourant à la violence, le pouvoir des monopoles a tenté vainement de freiner le mouvement. Mais les paysans en colère ont répondu par la violence populaire, brisant le cadre tranquille des « promenades » organisées par les centrales syndicales, F.N.S.E.A. et MODEF. A la démagogie de Chirac (ministre de l'Agriculture) et à la modération des syndicats agricoles, les petits et moyens paysans ont répondu par l'action.

Les producteurs en colère

Pour les producteurs de viande en particulier, la situation devient catastrophique. Beaucoup d'agriculteurs avaient investi dans des bâtiments, du matériel et un cheptel, et s'étaient liés par contrat à des grandes firmes agro-alimentaires. Ils avaient suivi la politique gouvernementale incitative dans ce secteur agricole. Or, que se passe-t-il pour eux ? Si le prix de la viande de bœuf augmente chaque jour chez le boucher, son prix d'achat n'a fait que baisser ces derniers mois. Et ceci n'est pas une « fatalité » pour le paysan et beaucoup l'ont déjà compris. Ce n'est pas non plus dû à une « incohérence » de la politique monopoliste, comme voudrait nous le faire croire M. Doumenc, le plumitif révisionniste de l'Huma-blanche. Il n'y a ni mystère, ni incohérence. En fait, c'est une politique monopoliste qui s'inscrit bien dans la politique de profit et d'élimination des paysans petits et moyens. Une véritable « maffia », la S.I.B.E.V. (Société d'intervention du bétail et des viandes) regroupe sept des plus grosses industries de commercialisation de la viande. Ce monopole contrôle pratiquement tout le marché de la viande en France. C'est-à-dire autant la production intérieure que les importations de l'étranger. Il bénéficie du soutien actif du ministère de l'Agriculture et est lié au grand capital financier (banque Rotschild notamment). Son monopole lui permet toutes les manœuvres et donc des profits supplémentaires. Par exemple, la société stocke la viande soi-disant pour maintenir les cours, et touche pour cela des « indemnités » dites « commissions d'interventions » de 0,20 F par kilo. Elle revend une partie de ses stocks quand les prix sont au plus haut...

En plus, cette société qui a le monopole de fait, maintient des prix légèrement au-dessous de ceux de ses concurrents moins puissants... C'est une manière de peser efficacement sur les cours à la production, et dans le sens de la baisse. Le résultat : BAISSE A LA PRODUCTION ET HAUSSE EN BOUCHERIE.

La colère paysanne est d'autant plus forte que la propagande monopoliste (via la presse et la télé) tente de jeter la responsabilité de la hausse des prix en boutique sur les paysans eux-mêmes. Ces derniers jours, les ventes directes du producteur au consommateur se sont multipliées. La viande est vendue à son prix moyen de revient : 10 F le kg. Quand on connait le prix en boucherie, on s'imagine vite les fabuleux profits volés sur le dos des travailleurs...

Les syndicats agricoles débordés

La plupart des manifestations de paysans producteurs de viande ou de lait ont été organisées par les différents syndicats agricoles, comme la F.N.S.E.A. le C.N.J.A. et le MODEF. Leur but était clair : détourner la colère des paysans qui se manifeste de plus en plus contre les représentants locaux des monopoles (trusts et industries liés à l'agriculture), vers la conférence européenne des ministres de l'agriculture des Neuf, qui s'est tenue lundi et mardi derniers. Certes, la politique néfaste de l'Europe des monopoles n'est pas négligeable dans la détérioration des conditions de vie des petits paysans. Mais en France, le principal responsable, c'est le pouvoir monopoliste. Les appels de la F.N.S.E.A. et du MODEF, visant à organiser des manifestations pour « faire pression sur les représentants français à Bruxelles en vue d'obtenir une élévation des prix à la production pour la campagne 1974 », n'ont pas été suivis par la majorité des paysans. Le mot d'ordre « Chirac assez de paroles, des actes » qui est en fait une façon détournée d'appuyer Chirac, « le représentant français à Bruxelles », n'a pas eu non plus grande résonnance. A Fougères, un cortège de 25 000 agriculteurs, venus de Bretagne, des pays de la Loire et de Normandie, a défilé dans les rues de la ville et a dû se heurter aux C.R.S. qui tentaient de leur barrer la route.

Des actions massives efficaces :

C'est par dizaines qu'ont été organisées les manifestations aux quatre coins du pays. A la propagande de division gouvernementale, les agriculteurs ont répondu par des actions spectaculaires dénonçant les véritables responsables. Les ventes directes de viande ont uni les travailleurs de la terre aux travailleurs des villes. Les destructions de viande venant de l'étranger (alors que les stocks s'amoncellent) ont montré les véritables responsables de la baisse des prix de production. Les occupations de laiteries dans l'Ouest ont imposé la suppression des catégories de lait divisant les agriculteurs...

Les manifestations paysannes en France ces jours derniers sont le signe annonciateur d'un accroissement des luttes des paysans travailleurs. Au cours de ces luttes, comme nous l'indiquent nos camarades de Dijon, les paysans, petits et moyens, sauront immanquablement distinguer qui sont leurs ennemis et qui sont leurs amis.

Partout où nous sommes, soutenons activement la juste lutte des paysans travailleurs !

DIJON

3000 PAYSANS DANS LA RUE

Ça fait plus de 12 ans qu'on n'avait pas vu ça à Dijon : à l'appel de la F.D.S.E.A. et du C.D.J.A., 3 000 paysans ont manifesté contre la baisse des prix agricoles à la production.

En un an, les prix à la production ont évolué ainsi :

— Bétail maigre : — 30 % ;
— Viande sur pieds : — 20 % ;
— Lait : 0 ;
— Blé : + 1 %.

Pendant le même temps :

— Les engrais ont augmenté de 55 % ;
— Les tourteaux de 45 % ;
— Le fuel de 77 %...

Les premiers à faire les frais de cette évolution, ce sont les petits paysans dont la situation est de plus en plus désespérée. C'est pourquoi ils sont venus nombreux à Dijon, parcourant les principales rues du centre-ville.

Dans le cortège, de nombreux paysans ont affirmé leur désaccord avec les responsables syndicaux nationaux en scandant des slogans comme « Chirac - Debatisse, même combat ! ».

Les paysans ont vendu du bœuf au prix de revient (10 F les 700 g) ainsi que du lait (1 F le litre et demi) pour bien montrer que ce ne sont pas eux les responsables de la vie chère, mais les capitalistes qui réalisent des profits énormes sur leur dos. Pour répondre aux paysans, la préfecture n'a rien trouvé d'autre que de déployer un important dispositif policier : plus de 22 cars de C.R.S. barraient la route de la préfecture. Cette véritable provocation déchaîna la colère des paysans qui accueillirent les C.R.S. sous un bel envoi d'œufs pourris et de sacs de farine, en les traitant de fainéants et de nazis.

Cette manifestation appelle cependant quelques remarques :

1° S'il y a eu tant de manifestants à Dijon, c'est parce que la bourgeoisie exploite de plus en plus les paysans et surtout les petits agriculteurs. Cette manif a été l'expression de leur colère grandissante.

2° Cependant elle était fortement dirigée et encadrée par les responsables syndicaux qui refusent de défendre réellement les petit producteurs.

N'a-t-on pas vu les responsables nationaux de la F.N.S.E.A. faire appel au « civisme » des paysans en les appelant à serrer les coudes avec la bourgeoisie pour faire face à la crise (répondant ainsi à l'appel de Pompidou à Poitiers pour développer la collaboration de classe).

N'a-t-on pas vu Debatisse, président de la F.N.S.E.A., féliciter Chirac pour avoir obtenu 4 % d'augmentation du prix indicatif du lait et 10 % d'augmentation du prix d'intervention de la viande bovine (augmentations qui ne seront d'ailleurs pas répercutées aux paysans) alors que huit jours plus tôt il déclarait qu'il n'accepterait pas moins de 12 % pour le lait et 17 % pour la viande.

3° En fait, les dirigeants de la F.N.S.E.A. et leurs alliés de la F.D.S.E.A., sont contraints d'organiser ce genre de manifestation pour éviter que n'éclate la colère des petits et moyens paysans contre le capitalisme et aussi contre leurs trahisons.

Correspondant Dijon.

MARDI 26 FEVRIER 20 h

MEETING anti-imperialiste

Organisé par : Association générale des Etudiants guadeloupéens (A.G.E.G.), Front antifasciste grec (A.M.E.E.), Centre d'Information sur les Luttes anti-impérialistes (C.I.L.A.), Front uni patriotique de Turquie (F.U.P.T.), Front révolutionnaire antifasciste et patriote (F.R.A.P.).

Avec la participation du : Mouvement national de Soutien aux Peuples d'Indochine (M.N.S.P.I.).

(Cinéma Ménil-Palace, 38 rue de Ménilmontant, Paris-20e)

VENDREDI 1er MARS 20 h

MEETING de soutien aux travailleurs agricoles de la Martinique

Organisé par : Comité de Soutien en France des Travailleurs agricoles de la Martinique (A.G.T.A.G. - A.G.E.M.).

Soutenu par : Centre d'Information sur les Luttes anti-impérialistes, Comité Indochine-Palestine, Comité Chaltouné, Front rouge, Gauche révolutionnaire, Humanité rouge, Prolétaire Ligne rouge, Union des Communistes de France (M.-L.).

(44 rue de Rennes - Paris-6e)

8 MARS : Journée internationale des femmes

Dans deux semaines, sera célébrée la Journée internationale des Femmes dans le monde entier et en particulier en Chine, en Albanie, au Viêtnam, Cambodge, Algérie, etc.

Cette journée doit avoir pour nous marxistes - léninistes un caractère hautement militant. Nous ne devons plus laisser aux révisionnistes et à leur coquille creuse de l'U.F.F. (Union des Femmes françaises) le champ libre pour tromper les femmes de notre pays.

C'est pourquoi dès à présent il faut préparer activement cette journée :

— En contribuant au journal du 7 mars ;

— En diffusant massivement notre affiche sur les femmes travailleuses.

(Il reste un stock assez important de ces affiches. Ce ne doit pas être le prix — 0,25 F est en effet cher — qui doit primer sur l'aspect politique de cette diffusion.)

En avant camarades pour faire de cette fête une journée de combat des femmes travailleuses de France.

Comité de rédaction.

Lettre d'un lecteur, adressée au jeune Karim

Cher frère,

Ayant appris l'attentat ignoble commis par les racistes contre le consulat de la République algérienne, et les blessures que vous avez eues, je me permets de vous exprimer ici ma profonde indignation.

La campagne fasciste contre les travailleurs immigrés et surtout contre les Algériens, ne sera pas victorieuse. L'unité des travailleurs sera plus forte que les complots et les bombes. Les victimes de ce lâche attentat sont allés rejoindre les héroïques martyrs de l'indépendance. Quant aux blessés comme vous, frère Karim, vous vous redresserez glorieusement hors des lits d'hôpitaux, avec l'amitié et le soutien de tous les antifascistes, de tous les antiracistes, de tous les démocrates de France !

Je forme pour vous les souhaits de redressement les plus chaleureux, et je vous prie de transmettre aussi mes vœux sincères à vos compatriotes blessés.

APPEL AU CAMARADE LEON

Tu nous a commandé 10 exemplaires du « Traité d'économie politique ».

Peux-tu nous repréciser ton adresse.

Fraternellement.

PARIS XVIIIe

Vers un comité de soutien à la lutte des peuples arabes et palestiniens

Dimanche 3 février s'est tenu dans le 18e un meeting de soutien à la lutte du peuple palestinien et des peuples arabes. Une quarantaine de personnes, Français et immigrés, y participaient. Une intervention en français et en arabe fit le point sur les récents événements au Moyen-Orient en dénonçant le rôle des deux superpuissances et souligna que l'indépendance et la souveraineté des pays et des peuples arabes est le seul gage de paix et de sécurité au Moyen-Orient.

Suivit une discussion animée à la suite de laquelle ont été jetées les bases pour la création définitive d'un comité de soutien à la lutte du peuple palestinien et des peuples arabes.

Le meeting prit fin par la projection d'un film glorifiant l'héroïque lutte du peuple palestinien.

Paris XIVe

Meeting pour la libération des prisonniers politiques au Sud-Vietnam

Le 14 février, à la salle Alesia-Chatillon (14e), s'est tenu un meeting sur les prisonniers politiques au Sud-Vietnam, organisé par l'H.R. et le M.N.S.P.I.

50 participants ont assisté à la projection de deux films : « La torture en question » et « Le prix de la paix », portant respectivement sur la torture dans les bagnes de Thieu et sur les bombardements américains de Hanoï.

Grâce à de très nombreux panneaux et affiches, les participants ont pu s'informer de la longue lutte exemplaire du peuple vietnamien pour son indépendance et surtout du sort des 200 000 prisonniers politiques dont le seul crime aux yeux de Thieu est de vouloir la paix.

Désireux de manifester concrètement son soutien à ceux qui combattent dans les géôles de Thieu et sont menacés d'extermination, le public a rempli des cartes postales destinées aux prisonniers, brisant ainsi le mur du silence fait autour de ce problème.

Enfin une motion a été votée, dénonçant toutes les violations des accords de Paris depuis un an (agressions des zones libérées, maintien des prisonniers dans les bagnes, non-rétablissement des libertés démocratiques au Sud-Vietnam...) et exigeant du gouvernement français qu'il reconnaisse le G.R.P.

Thieu doit libérer les 200 000 prisonniers politiques au Sud-Vietnam !

Commandez :

LA REVOLUTION NATIONALE ALGERIENNE ET LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS (tome 1)

DE JACQUES JURQUET

Prix : 18 F

E 100,, B.P. 120 - 75962 Paris Cédex 20

QUELLE VOIE PRENDRE ?

MEETING A DIJON

Vendredi 22 février 20 h 30

Palais des Congrès

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :

« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT TROIS MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « l'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....

Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
3 mois	20 F	35 F	50 F
6 mois	46 F	80 F	100 F
1 an	92 F	160 F	200 F
Etranger : 3 mois	45 F	75 F	
6 mois	85 F	140 F	
1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

SOUTIEN FINANCIER AUX TRAVAILLEURS AGRICOLES DE LA MARTINIQUE

Verser au CCP de l'Humanité Rouge 30 226-72 la Source avec la mention Secours Rouge Prolétarien Martinique

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Anonyme	0,35
C.K. H.R. vaincra !	4
C.D.H.R. E.-Pottier	50
Des camarades	10
Des camarades de l'Ouest	300
Un jeune travailleur	10
R.L. Soutien février	40
Anonyme en timbres	153
En supplément a réabonnement Un vieux stalinien de 82 ans	4
C.D.H.R. Ouemal Stafa	61
C.D.H.R. Gramsci	21
C.D.H.R. Staline C	31
Un couple de M.-L.	100
1 sympathisant H.R.	1
C.D.H.R. P.-V.-Couturier	16
C.D.H.R. Flourens	500
Mohamed	2
Des ouvriers du bâtiment Ouest	20
Pour que l'H.R. soit un véritable outil de travail, indispensable à la lutte contre le révisionnisme et la réaction	200
Soutien à l'H.R.	3,60
C.D.R. Gramsci	4
C.D.H.R. Ouemal Stafa	30
Soutien permanent (février) J.-V.	15
C.D.H.R. F.-Yveton B	100
Un militant	1
Une ouvrière	1
Soutien à H.R.	3
Un employé de bureau	1,30
C.D.H.R. J.-Labourbe B	70
C.D.H.R. E.-Pottier B	300
Démasquons les mystificateurs - Soutenons le vrai parti de la classe ouvrière	10
Contre l'exclusion des M.-L. par la C.G.T. Un militant de base délégué C.G.T.	40
Anonyme	6
R.R. Soutien permanent	160
Un C.D.H.R. de province	137
Un travailleur de la Santé	4
Une camarade	3
Un étudiant en supplément à H.R.	8
Anonyme	2
C.D.H.R. Guy-Moquet	10,50
1 dessinateur	8
C.D.H.R. Ho Chi Minh	1
1 étudiant	4
C.D.H.R. Hapiot	20
Un camarade	6
C.D.H.R. Denis-Gemnitz	20
Ni révisionnisme, ni gauchisme	145,50
C.D.H.R. Cl-Fabien	200
1 étudiant	13
C.D.H.R. Dallidet	20
1 postier M.-L.	3
Total de la semaine	2 873,25
Total général utilisé pour le règlement des dettes de l'H.R.	408 667,04

en bref... en bref... en bref... en bref...

Pologne : la domination de la bourgeoisie

A chaque gouvernement bourgeois sa réforme novatrice de l'enseignement. En Pologne les révisionnistes préparent la leur, qui ressemble comme deux gouttes d'eau à la-grande-réforme-Fontanet. Il n'y a pas que celà qui en Pologne ressemble à l'école bourgeoise française : il y a aussi les privilèges de la bourgeoisie. Qu'on en juge.

Selon des statistiques du gouvernement polonais 31 % des enfants d'ouvriers seulement accèdent à l'enseignement secondaire (et encore compte-t-on dans ce pourcentage les enfants de cadres moyens, contremaîtres, etc.), 20 % des enfants d'origine paysanne (en y incluant pourtant les enfants de propriétaires terriens) alors que **plus de 63 %** des enfants originaires des diverses couches de la bourgeoisie y sont admis !

Dans l'enseignement supérieur le pouvoir soi-disant populaire récolte également les fruits de son abandon des principes marxistes-léninistes dans les années 50. Ainsi le pourcentage d'étudiants d'origine paysanne est passé de 25 % à 19 % entre 1951 et 1961, celui des fils d'ouvriers a diminué de 39 % à 28 %, alors que dans la même période les étudiants issus de la bourgeoisie voyaient leur part bondir **de 36 % à 53 %**... Cette évolution s'est poursuivie depuis lors.

Le hasard, la force des choses ? Non. Le résultat d'une politique délibérée. Dans les pays soumis au révisionnisme c'est la bourgeoisie qui gouverne, c'est la bourgeoisie qui opprime le prolétariat et les masses populaires.

—o—

Etats-Unis : La grève des camionneurs

Selon des informations de New York, les camionneurs indépendants américains ont persisté hier dans leur grève contre la hausse des prix du pétrole et la baisse des taux de transport.

Cette grève, qui avait gagné au moins 30 Etats a pris une allure impressionnante vers la fin de janvier, le nombre des grévistes augmentant sensiblement ces derniers jours. Un porte-parole des camionneurs indépendants a estimé le 3 février que 90 % des 10 000 camionneurs indépendants s'étaient joints à la grève. Certains chauffeurs de compagnie ont refusé de rouler en signe de sympathie avec les grévistes. Beaucoup de stations-service ont fermé la porte à la suite de la grève. Le 3 février, des centaines de poids lourds ont été parqués sur les routes entre New York et la Floride, entre Chicago et la Nouvelle-Orléans. Les camionneurs ont établi hier une ligne de piquet au port d'Albany, Etat de New York, où les débardeurs sympathisants ont réfusé de charger les camions.

La grève a porté de rudes coups à l'économie américaine. Il a été rapporté hier que « 36 Etats sentaient les effets de la grève », « les Etats situés dans le corridor de transport entre la côte est et le centre-ouest, notamment l'Ohio et la pensylvanie, ont dû subir les plus graves conséquences du trouble ». En raison de l'impact de la grève sur le transport des produits industriels et agricoles, beaucoup d'usines ont été obligées de fermer la porte ou de réduire la production. La construction automobile a fermé hier ses usines.

Le secrétaire à la Justice a appelé le 3 janvier tous les Etats et les autorités de police à passer à l'action contre la grève. La Garde nationale a été dépêchée dans plusieurs Etats. D'après une récente enquête, le capital monopoleur U.S. a augmenté les prix du pétrole en profitant de la crise énergétique. Le prix du fuel s'est élevé à 47 cents le gallon en moyenne à travers tout le pays contre 33 cents en mai dernier. Les camionneurs dont les revenus ont été sérieusement affectés n'ont cessé d'élever de vives protestations depuis décembre dernier.

(Agence Chine nouvelle.)

—o—

Inde : la lutte dans l'Etat de Gujerat remporte des victoires

Selon des informations en provenance de New Delhi, les ouvriers, étudiants et habitants de l'Etat du Gujerat mènent vigoureusement leur lutte contre la faim ce qui a infligé un rude coup à la domination du parti du congrès.

Il est rapporté que la lutte des masses dans l'Etat du Gujerat, qui a commencé le 10 janvier, a forcé le chef du gouvernement de l'Etat, Patel, et les autres membres de son gouvernement à démissionner hier. Une agence de presse occidentale indique que c'est la première fois que le gouvernement d'un Etat indien a démissionné sous la pression de la lutte de masse.

A l'annonce de la démission du gouvernement de l'Etat, des dizaines de milliers d'ouvriers, d'étudiants, d'enseignants et d'autres habitants de la ville Ahmedabad, chef-lieu de cet Etat, sont descendus dans les rues pour manifester. Un couvre-feu à partir de trois heures de l'après-midi a été immédiatement décrété et la police a ouvert le feu sur les manifestants. Persévérant dans leur lutte, ceux-ci ont attaqué des postes de police et ont brûlé une voiture de police.

Le même jour, 25 000 personnes de Baroda ont aussi manifesté. Les autorités ont pris des mesures répressives. Du 10 janvier au 9 février, une cinquantaine de personnes ont été tuées par les autorités indiennes dans l'Etat du Gujerat.

En même temps, la grève de 250 000 ouvriers de l'industrie du jute dans l'Etat du Bengal occidental est entrée hier dans son vingt-septième jour. De nombreuses usines de jute ont dû suspendre la production.

Les ouvriers du textile de Bombay, chef-lieu de l'Etat du Maharashtra, ont lancé, à partir du 20 décembre dernier, une grève pour demander une augmentation de salaires. Ils ont remporté la victoire le 8 février. La grève a duré en tout quarante-et-un jours.

(Agence Chine nouvelle.)

—o—

L'expansion militaire soviétique en Europe

Les journaux ouest-allemands « General Anzeiger » et « Bayern Kurier » ont souligné que l'Union soviétique intensifie son expansion militaire en dirigeant son fer de lance principalement contre l'Europe occidentale.

Le « General Anzeiger » précise dans un article du 8 février : « Le Kremlin se livre, tant en Europe qu'en Asie, à une expansion militaire qui ne peut être comparée à aucune autre en intensité et en dimension. »

L'article ajoute que les troupes soviétiques en Europe ont été constamment augmentées, surtout au cours du récent conflit du Moyen-Orient. « Leur équipement et leur armement ont été renouvelés sans relâche », écrit l'article, ajoutant que cette expansion des armements est « dirigée contre la République fédérale d'Allemagne et l'Europe occidentale ».

« Le Kremlin s'efforce de contrôler toujours davantage la politique européenne par le biais de cette force militaire », dit l'article.

L'article poursuit que les diplomates soviétiques parlent avec volubilité de la paix et de la coopération — de la « sécurité » à Genève et de « réduction des troupes à Vienne — mais en fait ils font tout pour étendre l'influence soviétique à l'Europe occidentale afin « de la désagréger et de l'endormir », et de placer petit à petit les pays ouest-européens sous contrôle soviétique.

L'article souligne : « Pour le Kremlin, l'Europe est effectivement à présent sa zone d'opération la plus importante, et c'est là-bas évidemment que se concentre son attention. »

L'article considère aussi que l'Union soviétique recherche un passage maritime en direction et à partir de la Méditerranée afin de « réaliser un plan stratégique pour être en mesure d'étrangler la moitié du globe », « incluant l'Europe. ».

Dans un article publié le 9 février, le journal « Bayern Kurier » indique que l'Union soviétique renforce ses armements, que ses armes nucléaires se sont accrues d'année en année et que ses forces conventionnelles ont aussi enregistré une augmentation considérable. « 75 % du potentiel militaire soviétique est dirigé contre l'Ouest », souligne l'article.

(Agence Chine nouvelle)

—o—

Des méthodes habituelles

Le 12 février un jeune ouvrier poursuivait pour diffamation l'hebdomadaire « Paris-Match » devant la 17e chambre correctionnelle. Au milieu de l'année dernière, l'hebdomadaire déclencha une campagne à la gloire des héroïques policiers de France : les reporters du journal accompagnèrent donc les policiers lors d'une « perquisition » dans les caves d'H.L.M. à la Courneuve.

Un jeune ouvrier, M. Albert Actis-Grosse, se trouve dans une des caves. Aussitôt les policiers prennent la pose, les photographes « flashent » dans tous les sens. Et le 9 juin 1973 sortira un numéro de « Paris-Match » avec une photo accompagnée de cette légende : « Perquisition dans la cave d'un H.L.M. : l'inspecteur Aubry vient de découvrir une moto entièrement reconstituée avec des pièces détachées volées. » Tout l'article laisse croire que c'est le jeune Albert le voleur. Or justement, la moto et les pièces détachées ont été achetées régulièrement.

Le tribunal de la 17e chambre correctionnelle : « Les rédacteurs de « Paris-Match » ont systématiquement déformé les éléments d'information qui leur étaient procurés, car lorsque la photo fut prise, il n'était nullement question de vol et le policier ne reprochait aucun délit à M. Actis-Grosse. » Le journal, s'il ne trouve pas un moyen de faire « sauter » son amende, devra payer 200 F d'amende pour diffamation et 6 000 F de dommages et intérêts.

MARCHAIS AU PIED DU MUR

De nombreux militants de base du P. « C. » F. veulent connaître la vérité sur la Chine, n'acceptent pas les calomnies et les silences des dirigeants du P. « C. » F. Ce courant devient de plus en plus puissant. C'est là un fait extrêmement positif que les dirigeants du P. « C. » F. ne peuvent plus passer sous silence.

Pour preuve, la lettre adressée par la cellule Cloitou de Boulogne à la rédaction de « France nouvelle » et publiée dans le n° du 5 février. Dans cette lettre, la cellule Cloitou s'étonnait que Marchais dans son « Défi démocratique » n'ait consacré que trois lignes à la Chine et demandait si ce silence était volontaire. Elle ajoutait que ce silence était d'autant plus regrettable que l'édification du socialisme en Chine est d'un grand intérêt. La rédaction de « France nouvelle » avait sans doute cru régler le problème en répondant que le chapitre en question du « Défi démocratique » n'a pas pour objet de dresser un tableau complet des pays socialistes. Rien d'étonnant à ce que la cellule Cloitou n'ait pas jugé satisfaisante une telle « réponse ». Car si Marchais consacre trois lignes à la Chine, il consacre plusieurs pages à l'U.R.S.S. Et dans le numéro du 12 février de « France nouvelle », c'est Marchais lui-même qui est obligé de répondre à la cellule Cloitou (et au-delà à tous ceux qui se posent les mêmes questions).

Marchais est obligé de reconnaître que « **la place réservée à la situation en Chine dans le "Défi démocratique" est mince** ». Et il ajoute : « **Pourquoi ? Silence volontaire ? Non... Oubli ? Non.** » Alors, a dû se demander la cellule Cloitou : Pourquoi ? Et Marchais croit s'en tirer par une pirouette : « **Pour parler sérieusement de la réalité — j'insiste, de la réalité — dans les pays socialistes, il faut bien la connaître** ».

Et voilà, si Marchais ne parle pas de la Chine c'est par manque d'informations. De qui se moque-t-il ? Car enfin combien de fois n'a-t-on pas vu dans les colonnes de « l'Humanité », de « France nouvelle » ou de « la Nouvelle critique » des articles attaquant l'édification du socialisme en Chine et particulièrement la Révolution culturelle.

Dans les années 1960, où pourtant les « informations » ne manquaient pas, combien de fois n'a-t-on pas vu le président Mao comparé à Hitler dans les colonnes de « l'Humanité » ? Jean-Emile Vidal, le « spécialiste », a plus d'une fois écrit des articles haineux sans se soucier de la « vérité de l'information ».

Et on se souvient de ce député du P.« C. »F. qui après le voyage en Chine d'une délégation parlementaire dont il faisait partie se livra à des calomnies, comparant entre autres la Chine à un « gigantesque concours Lépine ».

Et quant à Marchais, si soucieux de « **parler sérieusement de la réalité** », dans son « **Défi** » il ne se gêne pas pour laisser entendre que la Chine est le pays de l'uniformité, où tous sont vêtus pareils, ce qu'il nomme la « mode maoïste ». Vieille calomnie antichinoise qui cherche à suggérer l'image d'un peuple marchant au pas.

Ce ne sont pas non plus les informations qui ont manqué démontrant l'agression de l'U.R.S.S. contre la Chine sur l'Oussouri, et pourtant la direction du P. « C. » F. a appuyé cette agression.

Et Marchais ose écrire : « **Comment dans ces conditions aurais-je pu parler abondamment de la situation en Chine, au plan économique, social, démocratique, culturel ?** »

Cette « réponse » aux questions de nombreux militants de base traduit le profond embarras des dirigeants du P. « C. » F. Ils sont obligés de faire feu de tout bois pour tenter de se justifier, pour déformer, cacher la réalité de la Chine. Inévitablement de nombreux militants de base démasqueront leur caractère antichinois.

A ces militants de base nous disons, continuez à rechercher la vérité sur la Chine, informez-vous. Les marxistes-léninistes seront toujours prêts à discuter fraternellement avec vous. La vérité finit toujours par éclater... et gare alors à ceux qui ont voulu l'étouffer.

MARTINIQUE

Une seule solution : l'indépendance nationale

Une fois de plus, le sang du vaillant peuple martiniquais a coulé. Une fois de plus, les travailleurs agricoles en grève se sont trouvés face à face avec la gendarmerie et les légionnaires. Une fois de plus, ces derniers ont froidement ouvert le feu sur la foule des manifestants. Ilmany Renor, ouvrier agricole, père de sept enfants, est tombé sous les balles criminelles du colonialisme français. Et combien d'autres en même temps que lui ?

Leurs noms s'ajoutent à la longue liste des martyrs du peuple martiniquais tombés dans le combat pour le pain, la liberté, l'indépendance.

A ceux de Marajo, Betzi, Rosile, massacrés pendant les glorieuses journées de décembre 1959. Aux trois morts du Lamentin assassinés en mars 61 dans des conditions identiques à celles d'aujourd'hui. A celui de Gérard Nouvet, lycéen de dix-sept ans tué d'une grenade en plein visage par les gendarmes, lors de la tournée d'inspection du légionnaire Messmer. Et à tant d'autres fils du peuple martiniquais tombés sous les balles des gendarmes et les coups des « békés » (propriétaires terriens).

La misère organisée

Voilà maintenant plus de trois siècles que la Martinique souffre et gémit dans les fers du colonialisme français. Trois siècles que ses richesses sont systématiquement pillées alors que les masses populaires sont maintenues dans une misère effroyable. Le pays est totalement sous-industrialisé, pour être maintenu dans un état de dépendance économique complète vis-à-vis de la France : pas une seule cimenterie en Martinique. Même le sucre qu'elle produit est raffiné en France ! Et il arrive qu'il en manque sur place, comme cela s'est produit en 1971.

La Martinique — pourtant pays agricole — doit importer la quasi-totalité de sa consommation en légumes car les cultures vivrières du pays sont peu à peu étouffées.

Le coût de la vie est de 40 % plus élevé qu'en France, alors que le SMIC est inférieur de 15 %. Les augmentations des prix se font donc sentir douloureusement ici. Un exemple : dans la période récente, le riz a augmenté de quelque 150 % !

Le chômage sévit dans des proportions effrayantes, forçant la jeunesse à l'exil forcé par le truchement du BUMIDOM. Ce n'est pas un hasard si les locaux de celui-ci sont systématiquement incendiés à chacune des grandes révoltes qui secouent le pays.

La prostitution, fruit de la misère, se développe sans cesse. Aux abords des cinémas, hôtels, restaurants, se pressent des prostituées de seize ans, de treize ans parfois.

Un enseignement assimilationniste, raciste cherche à embrigader la jeunesse et à lui ôter toute velléité de révolte. Pendant ce temps, l'histoire et les traditions authentiques de la Martinique sont sciemment déformées.

Mais tous ces efforts ne suffisent pas encore à anesthésier le peuple. Le système colonial doit recourir à l'organisation calculée de la terreur, au quadrillage policier des villes et des campagnes, aux attentats, aux passages à tabac, aux procès, aux assassinats.

Les libertés de réunion, d'expression, le droit de grève sont impitoyablement étouffés. A la Martinique, on travaille et on vote le fusil dans le dos... ce qui n'empêche pas la multiplication des grèves et le refus massif des urnes.

Car le peuple ne se résignera jamais à l'esclavage et périodiquement sa colère explose et il se dresse pour la lutte.

De glorieuses traditions de lutte

L'histoire de son combat est déjà glorieuse.

Décembre 59 : Un incident raciste enflamme toute l'île, au point que les forces armées françaises durent y débarquer pour rétablir « l'ordre ». Pendant trois jours, les masses populaires tiennent les rues de Fort-de-France. Deux commissariats de police sont attaqués, l'un d'eux incendié. Le conseil général est investi, des barricades dressées dans les rues des quartiers populaires. La répression — féroce — fera 3 morts et 25 blessés graves. Mais ces journées insurrectionnelles marquent profondément la conscience du peuple martiniquais.

Mars 61 : La grève des travailleurs agricoles dure deux mois. Trois grévistes sont assassinés dans les rues de Lamentin, bastion révisionniste.

Mai 71 : Messmer, ancien ministre des Armées et alors ministre des Colonies, débarque dans l'île pour une tournée d'inspection. Tous les travailleurs sont en grève et 9 000 manifestants l'attendent de pied ferme. Gendarmes et gardes-mobiles sont alors lâchés contre la foule. Malgré plus de 2 000 grenades lacrymogènes et la férocité des gendarmes français, les combats dureront toute la matinée. Pour la première fois, des drapeaux français sont brûlés par les manifestants. Dans l'après-midi alors que les manifestations ont cessé, le lycéen Gérard Nouvet sera froidement assassiné par les gendarmes. Le soir, plus de 8 000 manifestants se regroupent à nouveau pour exiger la libération des emprisonnés politiques. Les combats se prolongent toute la nuit. Le siège du BUMIDOM est incendié, Les magasins à grandes surfaces français, symboles de l'oppression, sont partiellement détruits.

Depuis le début de cette année, l'île est secouée par une vague de grèves successives : bâtiment « France-Antilles » (où la grève dure depuis trois mois), ouvriers agricoles de la banane. Ceux-ci mettent en place des piquets de grève pendant que la grève générale s'étend à toute l'île et que manifestations et meetings se multiplient.

Dans l'après-midi du 14 février, à Basse-Pointe, d'importantes forces de police, en voitures blindées et en hélicoptères, pourchassent les manifestants, tirent sauvagement sur eux à balles, en les bombardant massivement de gaz lacrymogènes. Depuis, les manifestations n'ont pas cessé et l'île est paralysée par la grève générale.

Les ennemis des travailleurs martiniquais ne font plus guère illusion

La collusion du gouvernement colonialiste et des appareils politiques et syndicaux révisionnistes et réformistes est, une fois de plus, clairement apparue. Dans un communiqué déplorant ces « événements malheureux », le ministre des « D.O.M.-T.O.M. » le reconnaît sans ambages :

« L'enquête fait apparaître que le groupe des manifestants était mené par des animateurs de mouvements d'extrême-gauche connus qui, depuis quelques semaines, sillonnent la campagne pour appeler les ouvriers à cesser le travail. Les appareils syndicaux ont été débordés par ces groupes incontrôlés, comme en témoigne le tract distribué par le Parti communiste martiniquais, demandant à ses adhérents de rester calmes et de se méfier des provocateurs. »

La C.G.T.M., quant à elle, a été jusqu'à exiger que seuls les travailleurs syndiqués participent à ses défilés, avant le massacre, ce qui n'a pas empêché le comité de grève de manifester avec ses propres forces dans les rues de Fort-de-France. La C.G.T.M. a refusé de lui donner la parole. Mme Cabinol, dirigeante du comité de grève, qui commençait malgré tout une prise de parole, s'est vue arracher les fils du micro par les dirigeants C.G.T.M. La colère des travailleurs s'est alors tournée contre les bonzes révisionnistes Dufeal et Lamon. L'opticien milliardaire André Constant, membre du P.«C.»M., présent sur les lieux, a été pris à partie.

Sur tous ces événements, la censure et le black-out de l'information sont total. Pas un mot sur les événements de la Martinique à la télévision ou à la radio en France. Quelques brefs entrefilets dans la presse, vite escamotés, le gouvernement y veille de près.

La Martinique vivra indépendante !

Mais l'aveu du ministre des « DOM-TOM » témoigne d'un fait irréfutable. Le discrédit qui frappe, en Martinique, les organisations réformistes et révisionnistes dont les travailleurs se détournent de plus en plus avec dégoût. L'esprit d' « oser lutter, oser vaincre » se développe à vive allure.

Les milliers de travailleurs en lutte ne revendiquent pas, en effet, une «autonomie en union avec la France», comme le mendient le Parti « communiste » martiniquais ou le Parti progressiste martiniquais du « député-poète » Aimé Césaire. Car ils savent bien qu'aucune de leurs revendications essentielles ne peuvent être satisfaites dans le cadre de la domination française.

C'est pour conquérir l'indépendance nationale, seul mot d'ordre juste à l'étape actuelle, qu'ils sont prêts à consentir les plus grands sacrifices.

Nous, marxistes - léninistes de France, nous tenons fermement à leurs côtés dans ce combat contre notre ennemi commun : la bourgeoisie impérialiste française.

Directeur de publication : Suzanne MARTY — C.P.P.P. N° 47291 — Distribution N.M.P.P. — Imprimerie N.P.P., 56 rue des Haies, 75020 PARIS Dépôt légal : 1er trimestre 1974.